



Message 2021-DSJ-126

24 août 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur les amendes d'ordre de droit cantonal et de droit fédéral (LCAO)

1. Origine et nécessité du projet	2
1.1. Révision de la loi fédérale sur les amendes d'ordre	2
1.2. Réorientation du projet initial de mise en œuvre du droit fédéral	2
1.3. Résultats de la consultation	3
2. Terminologie	3
2.1. Procédure d'amende d'ordre (droit formel)	3
2.2. Amende d'ordre (droit matériel)	4
3. Situation actuelle	4
3.1. Amendes d'ordre de droit fédéral	4
3.2. Amendes d'ordre de droit cantonal	4
3.3. Autorités compétentes dans le cadre de la procédure pénale ordinaire	5
4. Le projet dans les grandes lignes	5
4.1. Unification et centralisation de la matière: création d'une base légale unique	5
4.1.1. Loi cantonale sur les amendes d'ordre de droit cantonal et de droit fédéral (LCAO)	5
4.1.2. Ordonnance sur les amendes d'ordre de droit cantonal et de droit fédéral (OCAO)	6
4.2. Système de répartition des compétences clarifié et simplifié	6
4.3. Délégation de compétences aux communes précisée	7
5. Commentaire des articles	8
5.1. Loi sur les amendes d'ordre de droit cantonal et de droit fédéral (LCAO)	8
5.2. Modification et abrogation du droit cantonal	12
5.2.1. Loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers (LALEI; RSF 114.22.1)	12
5.2.2. Loi sur les communes (LCo; RSF 140.1)	12
5.2.3. Loi sur le Service du registre du commerce (LSRC; RSF 220.3)	12
5.2.4. Loi d'application du code pénal (LACP; RSF 31.1)	12
5.2.5. Loi sur les impôts cantonaux directs (LICD; RSF 631.1)	13
5.2.6. Loi sur la protection de la nature et du paysage (LPNat; RSF 721.0.1)	13
5.2.7. Loi sur la détention des chiens (LDCh; RSF 725.3)	13
5.2.8. Loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR; RSF 781.1)	13
5.2.9. Loi d'application de la législation fédérale sur la navigation intérieure (LALNI; RSF 785.1)	13
5.2.10. Loi sur la gestion des déchets (LGD; RSF 810.2)	13
5.2.11. Loi sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN; RSF 921.1)	14
5.2.12. Loi sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes (LCha; RSF 922.1)	15
5.2.13. Loi sur la pêche (LPêche; RSF 923.1)	15

6. Conséquences du projet	15
6.1. Conséquences financières et en personnel	15
6.2. Incidences sur la répartition des tâches Etat-communes	15
6.3. Conformité au droit supérieur	15

1. Origine et nécessité du projet

1.1. Révision de la loi fédérale sur les amendes d'ordre

Le 18 mars 2016, les Chambres fédérales ont adopté la nouvelle loi fédérale sur les amendes d'ordre (LAO; RS 314.1). La nouvelle LAO ainsi que son ordonnance (OAO; RS 314.11) sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

La nouvelle LAO étend le champ d'application de la procédure simplifiée de l'amende d'ordre à d'autres infractions mineures. Jusqu'ici, seules les contraventions à la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière (LCR; RS 741.01) et certaines contraventions à la loi fédérale du 3 octobre 1951 sur les stupéfiants (LStup; RS 812.121) pouvaient être sanctionnées au moyen de l'amende d'ordre. Désormais, des contraventions prévues dans d'autres lois peuvent également être sanctionnées par une amende d'ordre dans une procédure simplifiée.

Ainsi, avec la nouvelle LAO, les autorités compétentes peuvent, dès le 1^{er} janvier 2020, sanctionner par une amende d'ordre les contraventions aux lois fédérales suivantes:

- > loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers et l'intégration (LEI);
- > loi fédérale du 26 juin 1998 sur l'asile (LASi);
- > loi fédérale du 19 décembre 1986 contre la concurrence déloyale (LCD);
- > loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (LPN);
- > loi fédérale du 20 juin 1997 sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions (LArm);
- > loi fédérale du 21 juin 1932 sur l'alcool (LAlc);
- > loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière (LCR);
- > loi fédérale du 19 mars 2010 concernant la redevance pour l'utilisation des routes nationales (LVA);
- > loi fédérale du 3 octobre 1975 sur la navigation intérieure (LNI);
- > loi fédérale du 3 octobre 1951 sur les stupéfiants et les substances psychotropes (LStup);
- > loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE);
- > loi fédérale du 20 juin 2014 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI);
- > loi fédérale du 3 octobre 2008 sur la protection contre le tabagisme passif;
- > loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts (LFo);

- > loi fédérale du 20 juin 1986 sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (LChP);
- > loi fédérale du 21 juin 1991 sur la pêche (LFSP);
- > loi fédérale du 23 mars 2001 sur le commerce itinérant.

Le catalogue détaillé des infractions se trouve dans l'OAO. Il s'agit, par exemple, de sanctionner de l'amende d'ordre le fait d'utiliser un point de collecte des déchets public en dehors des horaires prescrits, de fumer dans des espaces fermés accessibles au public, de pratiquer le commerce itinérant sans autorisation ou encore de consommer illicitement et intentionnellement des stupéfiants ayant des effets de type cannabique.

1.2. Réorientation du projet initial de mise en œuvre du droit fédéral

Du 18 février 2020 au 7 juin 2020, le Conseil d'Etat a mis en consultation un avant-projet de loi et d'ordonnance d'exécution de la législation fédérale sur les amendes d'ordre qui procédait à des modifications du droit cantonal de manière ciblée par une loi modificatrice.

Toutefois, la consultation a permis de constater qu'une adaptation minimale du droit existant n'était pas une solution idéale et qu'il était préférable de mettre sur pied une loi cantonale sur les amendes d'ordre autonome, qui regrouperait dans un texte commun les dispositions d'exécution de la nouvelle LAO et les dispositions relatives aux amendes d'ordre de droit cantonal, tant du point de vue formel (procédure simplifiée de l'amende d'ordre) que matériel (contraventions de droit cantonal de peu d'importance pouvant être sanctionnées par une amende d'ordre).

Ainsi, l'option d'une loi cantonale unique a été choisie par le Conseil d'Etat. Cela signifie que les dispositions relatives aux amendes d'ordre ne sont plus régies par la législation spéciale et qu'elles sont réunies dans une seule et même loi. En effet, une telle centralisation de la matière permet d'une part d'unifier la matière, et d'autre part de simplifier l'application du droit et de préciser définitivement les champs de compétences des autorités d'application. Une telle loi autonome est finalement la meilleure manière d'assurer la transparence et la prévisibilité du droit.

Il est à relever que la consultation ayant porté sur l'avant-projet de loi et d'ordonnance d'exécution de la législation fédérale sur les amendes d'ordre a permis dans tous les cas d'apporter des plus-values substantielles au projet et ont donné lieu à des propositions d'ores et déjà intégrées dans le nouveau pro-

jet de loi. Les options principales du système présenté dans le premier projet ont toutefois été maintenues, en particulier en ce qui concerne les compétences des communes en matière d'amendes d'ordre et la distinction de régime entre les amendes d'ordre nécessitant un contact direct avec les administré-e-s et les amendes d'ordre ne nécessitant pas un tel contact.

Les documents mis en consultation ont été élaborés en étroite collaboration entre la DSJ, le SLeg, le SFN et la Police cantonale.

1.3. Résultats de la consultation

La procédure de consultation externe du projet de loi cantonale sur les amendes d'ordre de droit cantonal et de droit fédéral (ci-après: LCAO) et son ordonnance cantonale sur les amendes d'ordre (ci-après: OCAO) s'est déroulée du 1^{er} avril 2021 au 31 mai 2021. Parmi les entités consultées 39 se sont déterminées sur l'avant-projet de loi et d'ordonnance.

Dans l'ensemble, le projet de révision est très bien accueilli. La centralisation en une loi cantonale du droit relatif à la procédure d'amendes d'ordre et aux contraventions sanctionnées par les amendes d'ordre tant de droit fédéral que de droit cantonal est saluée, tout comme la clarification et la réglementation des compétences des autorités qui permettent une meilleure transparence pour les administrés et une simplification dans la mise en œuvre pour les autorités. L'unification de la procédure en cas d'échec ou d'opposition à la procédure d'amende d'ordre est également une mesure recevant un bon accueil. Dans ce contexte, les milieux consultés souscrivent au maintien du système actuel s'agissant des domaines de compétences des autorités en cas d'échec de la procédure de l'amende d'ordre ou lorsque le contrevenant s'y oppose.

S'agissant de l'élargissement du champ de compétences des communes, celui-ci est globalement favorablement accueilli avec une certaine réserve en ce qui concerne l'usage de la contrainte par les agents de la force publique autres que ceux

de la police cantonale. En effet, à ce jour, seules la loi sur la chasse et la loi sur la pêche confèrent la possibilité de recourir à la force publique pour les tâches découlant directement de ces actes et constituent de ce fait la base légale nécessaire.

La mise en consultation simultanée de l'ordonnance trouve également bon écho auprès des milieux consultés qui relèvent une simplification et une meilleure accessibilité de la loi pour les autorités amenées à l'appliquer.

Sur le plan formel, plusieurs modifications ont été apportées sur la base de la prise de position du SLeg. Ce service a en effet formulé des suggestions afin d'améliorer la structure du texte, notamment ce qui concerne les compétences générales et spécifiques des autorités ainsi que la délégation aux communes. Ces remarques pertinentes ont toutes été prises en compte et favorisent une meilleure lisibilité de la loi.

En conclusion, s'il est à relever que le projet de loi ne modifie pas fondamentalement le cadre juridique actuel, l'unification de la matière et l'élargissement du champ de compétences des communes sont favorablement accueillis.

2. Terminologie

A titre liminaire, il convient d'opérer une précision sur la terminologie utilisée en matière d'amendes d'ordre, afin d'éviter la confusion entre le droit matériel et le droit formel.

2.1. Procédure d'amende d'ordre (droit formel)

La notion de *procédure d'amende d'ordre* fait référence au droit formel, c'est-à-dire au droit procédural. Il s'agit de la procédure qui permet de sanctionner, de manière simplifiée, des contraventions mineures à des législations spécifiques, fédérales et cantonales. Cette procédure prévoit que les organes compétents pour infliger des amendes d'ordre procèdent selon le schéma suivant:

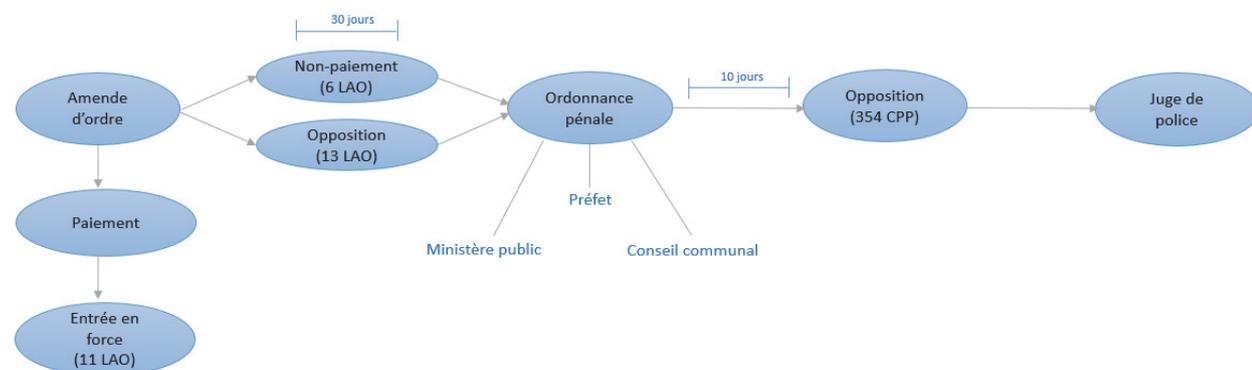


Figure 1: Procédure simplifiée de l'amende d'ordre

A l'égard de la procédure, la LAO parle de procédure simplifiée, ce qui peut porter à confusion avec la procédure simplifiée prévue par le Code de procédure pénale (CPP; RS 312.0). Il n'y a toutefois aucun lien entre ces deux procédures. La procédure simplifiée d'amende d'ordre désigne uniquement la procédure tendant à sanctionner le contrevenant par une amende d'ordre qui, à défaut d'être payée immédiatement ou dans le délai de réflexion prescrit, a pour effet d'engager la procédure pénale ordinaire.

2.2. Amende d'ordre (droit matériel)

La notion d'amende d'ordre fait référence au droit matériel, à savoir l'amende infligée, à hauteur d'un certain montant défini par la réglementation d'application (OAO pour les amendes d'ordre de droit fédéral; OCAO pour les amendes d'ordre de droit cantonal).

3. Situation actuelle

Bien que le projet ne modifie pas fondamentalement les autorités compétentes en matière d'amendes d'ordre fédérales et cantonales, il est utile de faire un récapitulatif des différentes compétences des autorités dans le contexte de la mise en œuvre de la révision de la LAO.

3.1. Amendes d'ordre de droit fédéral

Actuellement, l'OAO prévoit de multiples amendes d'ordre pour des contraventions mineures aux législations mentionnées sous point 1.1.

La compétence primaire d'infliger ces amendes d'ordre de droit fédéral incombe à la Police cantonale, respectivement à la gendarmerie (cf. art. 23 de la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière, LALCR; RSF 781.1). La Police dispose ainsi d'une compétence générale en matière d'amendes d'ordre. Cela signifie qu'elle peut infliger l'ensemble des amendes d'ordre prévues par le droit fédéral. Cette compétence découle de sa mission générale prévue par la loi sur la Police cantonale (LPol; RSF 551.1), qui est d'assurer l'observation des lois (art. 1 al. 1).

Le cadre légal actuel prévoit toutefois que le Conseil d'Etat puisse déléguer aux communes qui en font la demande la compétence d'infliger des amendes d'ordre (art. 24 LALCR). Les conditions d'une telle délégation sont réglées dans l'arrêté concernant la délégation, aux communes, de la compétence d'infliger des amendes d'ordre (RSF 781.21). La délégation de compétence porte uniquement sur les infractions aux dispositions régissant le stationnement à durée limitée (zones bleues et parcomètres) et d'autres infractions en matière de circulation routière prévues par l'OAO excepté pour les infractions commises sur une autoroute ou sur une semi-autoroute et pour les dépassements de la vitesse auto-

risée (cf. art. 1 al. 1 de l'arrêté concernant la délégation, aux communes, de la compétence d'infliger des amendes d'ordre). Les conditions sont énoncées à l'article 2 du même arrêté et spécifient, entre autres, que les communes doivent disposer d'agent-e-s formé-e-s à la perception d'amendes d'ordre. En outre, pour les infractions autres que celles relatives au stationnement à durée limitée, les agents et agentes doivent porter un uniforme.

3.2. Amendes d'ordre de droit cantonal

La législation cantonale a connu, depuis quelques années, l'introduction de plusieurs types d'amendes d'ordre de droit cantonal. La loi d'application du code pénal (LACP; RSF 31.1) renvoie aux différentes lois qui prévoient de telles amendes (art. 9 al. 2 et 10 al. 1 LACP).

Actuellement des dispositions sur les amendes d'ordre cantonales sont prévues dans lois suivantes:

- > loi sur la protection de la nature et du paysage (LPNat; RSF 721.0.1)¹;
- > loi sur la détention des chiens (LDCh; RSF 725.3);
- > loi sur la gestion des déchets (LGD; RSF 810.2);
- > loi sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN; RSF 921.1);
- > loi sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes (LCha; RSF 922.1);
- > loi sur la pêche (LPêche; RSF 923.1).

La réglementation d'exécution de ces lois (ordonnances et règlements) précise les contraventions sanctionnées par des amendes d'ordre cantonales et énoncent le montant forfaitaire de l'amende d'ordre.

La Police cantonale dispose de la compétence de délivrer des amendes d'ordre en vertu de la LGD, de la LFCN ainsi que de la LDCh. En revanche, les agents et agentes de la Police cantonale n'ont pas la compétence de délivrer des amendes d'ordre en matière de LCha, LPêche, LPNat et de l'ordonnance concernant la zone de tranquillité de La Berra, domaines relevant de la compétence du personnel de surveillance du Service des forêts et de la faune (SFN).

Le personnel de surveillance du Service des forêts et de la nature (SFN), à savoir les gardes-faune et les surveillants et surveillantes des réserves naturelles disposent de la compétence d'infliger des amendes d'ordre pour tout ou partie des amendes d'ordre relevant des domaines de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF) ainsi que pour la LGD et la LDCh.

¹ Seule la possibilité de prévoir des amendes d'ordre est prévue par la LPNat, par un renvoi à la LCha. Aucune amende d'ordre n'existe actuellement pour des infractions à la LPNat.

Par ailleurs, le ou la vétérinaire cantonal-e est également compétent-e pour infliger des amendes d'ordre en vertu de la loi sur la détention des chiens.

Finalement, la loi sur la gestion déchets réserve la possibilité pour le Conseil d'Etat de déléguer aux communes qui en font la demande la compétence d'infliger des amendes d'ordre dans ce domaine, à savoir le littering (art. 36b al. 2 LGD). La même disposition prévoit également que les communes peuvent ensuite déléguer cette compétence à des tiers, conformément à la législation sur les communes.

3.3. Autorités compétentes dans le cadre de la procédure pénale ordinaire

En cas de non-paiement de l'amende d'ordre de droit fédéral dans le délai prescrit ou si la personne prévenue s'oppose à la procédure de l'amende d'ordre une procédure pénale ordinaire est engagée (art. 6 al. 4, 4 al. 3 let. c et 13 LAO). Il en va de même lorsque la procédure de l'amende d'ordre est inapplicable (art. 4 LAO), par exemple lorsque la personne prévenue est âgée de moins de 15 ans au moment des faits (4 al. 1 LAO) ou si la personne prévenue a mis en danger ou blessé une personne ou causé un dommage en commettant l'infraction (4 al. 3 let. a LAO).

Actuellement, les contraventions échouant avec la procédure simplifiée d'amende d'ordre sont dénoncées en la procédure pénale ordinaire, soit auprès du Ministère public, soit auprès de la Préfecture ou encore devant le Conseil communal.

Le Ministère public statue en procédure pénale ordinaire pour les amendes d'ordre infligées en vertu de la LStup (art. 17 al. 1 de l'ordonnance sur les stupéfiants, RSF 821.22.11), tandis que le Conseil communal statue en la procédure ordinaire pour les amendes d'ordres dont la compétence est déléguée à la commune (25 LALCR et 86 LCo). Le Préfet quant à lui statue en la procédure pénale ordinaire pour les amendes d'ordre de droit cantonal (domaines DIAF et DAEC en particulier) en vertu de l'article 84 de la loi sur la justice (LJ; RSF 130.1) ainsi que pour les amendes d'ordre fédérales relevant du domaine de la circulation routière, infligées par la Police cantonale (art. 23 al. 2 de la LALCR).

Suite à la révision de la LAO, tant qu'au niveau cantonal une autre autorité n'est pas désignée expressément par la loi, les nouvelles amendes d'ordre de droit fédéral sont provisoirement dénoncées auprès du Ministère public (art. 69 al. 3 LJ).

Pour le surplus, en cas d'opposition à l'ordonnance pénale rendue par une des autorités compétentes mentionnées ci-dessus, le dossier en cause est transmis au Juge de police (art. 75 al. 2 let. a LJ; art. 86 al. 3 LCo).

4. Le projet dans les grandes lignes

Le projet de loi se résume selon les trois grands axes suivants.

Premièrement, le projet unifie le droit relatif à la procédure d'amendes d'ordre et aux contraventions sanctionnées par les amendes d'ordre en le centralisant au sein d'une loi cantonale. Actuellement la thématique des amendes d'ordre est éparpillée dans plusieurs lois. Le corollaire de cette centralisation est la nécessité de «nettoyer» le droit cantonal de toutes les dispositions relatives aux amendes d'ordre dans les lois spéciales, en les abrogeant ou en les modifiant.

Deuxièmement, les compétences des autorités sont clarifiées et réglementées tant pour les amendes d'ordre de droit fédéral que pour les amendes d'ordre de droit cantonal. Les compétences en cas d'échec ou d'inapplicabilité de la procédure simplifiée sont également simplifiées.

Troisièmement, les conditions de la délégation, aux communes, de la compétence d'infliger des amendes d'ordre sont clarifiées et consolidées.

4.1. Unification et centralisation de la matière: création d'une base légale unique

La grande nouveauté du projet présenté est la création de la nouvelle LCAO et, dans un deuxième temps d'une OCAO. Cette option permet d'unifier une matière aujourd'hui désordonnée où le droit matériel (contraventions sanctionnées de l'amende d'ordre) et formel (procédure simplifiée de l'amende d'ordre) se retrouvent au sein de plusieurs lois et ordonnances différentes. Cette centralisation permettra une meilleure transparence pour les administré-e-s d'une part et d'autre part, une simplification pour les autorités appelées à mettre en œuvre ce domaine du droit.

4.1.1. Loi cantonale sur les amendes d'ordre de droit cantonal et de droit fédéral (LCAO)

Le projet de loi ne change pas fondamentalement le cadre juridique actuel en matière d'amendes d'ordre. Il permet de réunir toute la matière du droit sur les amendes d'ordre qui touche le droit cantonal.

Toutefois, il modifie, respectivement élargit, à certaines conditions, le champ de compétences des communes, ainsi que du personnel de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF), déjà compétent en matière d'amendes d'ordre cantonales (cf. ci-dessous chapitre 3.2).

Le projet présenté est l'occasion de clarifier certains points qui étaient jusqu'ici peu clairs, notamment en ce qui concerne la compétence de dénoncer les contraventions lorsque la procédure d'amendes d'ordre échoue ou est inapplicable *ex lege*.

Ainsi, principalement, le projet de loi:

- > Définit l'objet et le champ d'application de la loi;
- > Règle les principes relatifs aux amendes d'ordre de droit cantonal;
- > Fixe l'étendue des compétences des organes appelés à infliger des amendes d'ordre;
- > Règle la délégation, aux communes, de la compétence d'infliger des amendes d'ordre notamment en fixant les principes régissant une telle délégation, les conditions et la durée;
- > Détermine les compétences en cas d'échec ou d'inapplicabilité de la procédure de l'amende d'ordre en attribuant expressément au Ministère public, aux Préfectures et aux Conseils communaux des compétences en fonction des lois concernées ou de l'existence d'une délégation (communes);
- > Fixe les principes d'encaissement du produit des amendes d'ordre;
- > Règle le droit transitoire, à savoir le sort des procédures pénales ordinaires introduites sous l'ancien droit, le sort des délégations de compétence octroyées aux communes en vertu de l'ancien droit et la situation des amendes d'ordres cantonales infligées en vertu de l'ancien droit mais abrogées par le nouveau droit en raison de leur redondance avec les amendes d'ordre de droit fédéral.

De manière complémentaire, le projet de LCAO modifie également une partie substantielle du droit cantonal, afin d'assurer la cohérence du système, en modifiant, respectivement abrogeant, les articles des lois spéciales qui règlent actuellement le droit relatif aux amendes d'ordre. Il s'agit des lois suivantes: la loi sur les communes (LCo; RSF 140.1), la loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers (LALeI; RSF 114.22.1), la loi d'application du code pénal (LACP; RSF 31.1), la loi sur la protection de la nature et du paysage (LPNat; RSF 721.0.1), la loi sur la détention des chiens (LDCh; RSF 725.3), la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR; RSF 781.1), la loi d'application de la législation fédérale sur la navigation intérieure (LALNI; RSF 785.1), la loi sur la gestion des déchets (LGD; RSF 810.2), la loi sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN; RSF 921.1), la loi sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes (LCha; RSF 922.1), la loi sur la pêche (LPêche; RSF 923.1).

La loi sur le Service du registre du commerce (LSRC; RSF 220.3) et la loi sur les impôts cantonaux directs (LICD; RSF 631.1) sont modifiées afin de supprimer la notion d'«*amende d'ordre*» dès lors qu'il s'agit, juridiquement parlant, d'amendes ordinaires (cf. ad commentaire des articles).

4.1.2. Ordonnance sur les amendes d'ordre de droit cantonal et de droit fédéral (OCAO)

L'OCAO dont un projet accompagne le projet de LCAO permet de préciser plusieurs points de la loi, notamment sur les questions de formation des autorités chargées d'infliger des amendes d'ordre, sur le champ de compétence exact des autorités et des communes, sur la procédure à suivre pour la requête de délégation de la compétence d'infliger des amendes d'ordre. La nouveauté la plus marquante toutefois est de concentrer, dans les annexes, la liste de toutes les amendes d'ordre de droit cantonal. Il s'agit d'une grande amélioration en termes d'accessibilité du droit. Cette centralisation permet de créer un catalogue des amendes d'ordre avec leurs montants. Elle rend également les sanctions plus prévisibles.

L'ordonnance permet aussi de supprimer toutes les amendes d'ordre de droit cantonal qui font doublon avec le droit fédéral. Avec la révision de la LAO, les amendes d'ordre de droit cantonal suivantes doivent être supprimées:

- > Article 87 de l'ordonnance concernant la chasse (Ocha; RSF 922.11)
AO FR 207 Utilisation et interdiction d'utiliser des chiens (art. 27 LCha/art. 43 Ocha; 100 francs);
- > Article 12b de l'ordonnance concernant la zone de tranquillité de La Berra (RSF 922.31)
AO FR 401 Obligation de rester sur les itinéraires autorisés (art. 3; 100 francs);
- > Annexe 6 du Règlement concernant l'exercice de la pêche concédé par permis en 2019, 2020 et 2021 (RPêche; RSF 923.12)
AO FR 303 Pêche en période de protection (art. 21 RPêche; 200 francs);
- > Annexe 6 RPêche
AO FR 305 Tailles de capture (art. 23 RPêche; 200 francs).

D'autres amendes d'ordre de droit cantonal doivent être modifiées pour compléter le droit fédéral.

4.2. Système de répartition des compétences clarifié et simplifié

Comme le démontre le chapitre 3.1 du présent rapport, la répartition actuelle des compétences des autorités cantonales en matière d'amendes d'ordre manque de clarté en raison de l'éclatement de la matière dans le droit cantonal et des développements législatifs dans le domaine des amendes d'ordre de droit cantonal qui se sont produits de manière séquentielle. Il en va de même pour la compétence des autorités auxquelles sont dénoncées les infractions lorsque la procédure de l'amende d'ordre échoue ou est inapplicable. En résulte un système de compétences disparate et peu transparent, qui complique en pratique la mise en œuvre du droit,

en prévoyant des compétences différentes selon qu'il s'agisse d'amendes d'ordre de droit fédéral et de droit cantonal.

Désormais le projet de LCAO détermine explicitement les législations cantonales et fédérales pour lesquelles les autorités et les communes disposent d'une compétence *ex lege* (Police cantonale, gardes-faunes, surveillants et surveillantes des réserves naturelles, contrôleurs et contrôleuses officiels du SAAV), respectivement peuvent y prétendre en vertu d'une délégation (communes). Elle fixe également les compétences pour la procédure pénale ordinaire en cas d'échec ou d'inapplicabilité de la procédure d'amende d'ordre (art. 18 à 21 du projet).

La simplification de la répartition des compétences peut ainsi se schématiser de la manière suivante:

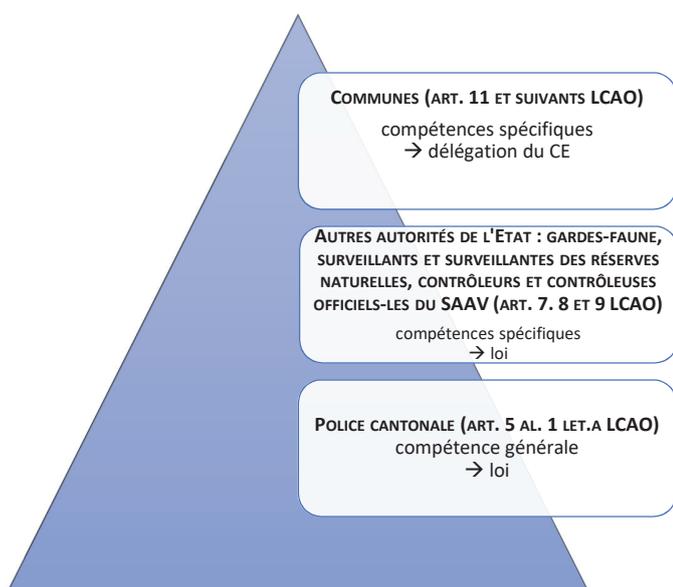


Figure 2: Compétences en matière d'amendes d'ordre

Il convient de relever que la LCAO fixe les compétences de manière générale en renvoyant aux législations topiques. Le rôle de l'OCAO est de préciser, pour chacune de ces lois, quelles sont exactement les infractions que les autorités peuvent sanctionner de l'amende d'ordre, hormis pour la Police cantonale qui dispose d'une compétence générale pour toutes les infractions de droit cantonal et fédéral sanctionnées de l'amende d'ordre.

4.3. Délégation de compétences aux communes précisée

La LCAO fixe les principes concernant la délégation, aux communes, de la compétence d'infliger des amendes d'ordre. Le cadre légal permet de préciser les conditions, l'étendue et la durée des délégations.

Il convient d'emblée de préciser que le système de délégation de la LCAO n'est pas fondamentalement modifié par rapport au système actuel. Il ne fait que formaliser les conditions qui

souffraient jusqu'ici de la dissémination du cadre légal. A nouveau, la centralisation du cadre légal dans la LCAO permet une meilleure prévisibilité du droit.

S'agissant tout d'abord des principes régissant la délégation de compétences aux communes, la loi fixe les législations pour lesquelles les communes peuvent prétendre à une délégation. Ces législations ont été sélectionnées parce qu'elles répondent aux domaines de compétences des communes en matière d'ordre et de sécurité publics, excluant ainsi toute législation relevant de la compétence exclusive de la Police cantonale. Par exemple, la loi fédérale sur les stupéfiants (LStup; RS 812.121), qui permet de sanctionner de l'amende d'ordre le fait de consommer illicitement et intentionnellement des stupéfiants ayant des effets de type cannabique (art. 19a ch. 1 LStup) est exclue de délégation pour les communes dès lors que dans ce domaine, la répression – qui nécessite des compétences particulières – est de la compétence exclusive de la Police cantonale.

La LCAO prévoit également que la réglementation d'exécution peut limiter les compétences à certaines infractions uniquement. Par exemple, les communes peuvent se voir déléguer la compétence d'infliger des amendes d'ordre aux contraventions à la loi fédérale sur la circulation routière (LCR; RS 741.01) mais il est prévu de maintenir dans l'OCAO le principe selon lequel les communes ne peuvent requérir une délégation pour les infractions concernant le dépassement de la vitesse autorisée. Il s'agit en effet d'infractions pour lesquelles la Police cantonale dispose d'une compétence exclusive, nécessitant elles aussi des compétences particulières et pour lesquelles il convient de conserver la vision d'ensemble en matière de politique de sécurité routière.

Outre la LCR, le projet donne aux communes, à certaines conditions, la possibilité de requérir une délégation de compétence pour de nouvelles lois. Il s'agit des législations suivantes:

- > la législation fédérale sur la circulation routière;
- > la législation fédérale sur la concurrence déloyale;
- > la législation fédérale sur la protection de l'environnement;
- > la législation fédérale sur la protection contre le tabagisme passif;
- > la législation cantonale sur la gestion des déchets;
- > la législation fédérale sur la navigation intérieure;
- > la législation fédérale et cantonale sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles;
- > la législation cantonale sur la détention des chiens.

La loi prévoit en outre que lorsque des circonstances particulières l'exigent, le Conseil d'Etat peut déléguer des compétences s'écartant de ces législations afin de garantir l'ordre et la sécurité publics et la salubrité. L'exemple de la crise sanitaire relative à l'épidémie de coronavirus a montré le besoin de prévoir, dans certaines circonstances particulières, des exceptions aux règles habituelles. Ces délégations spécifiques sont limitées dans le temps.

S'agissant des conditions, le projet de loi énumère les conditions ayant trait au principe de la légalité (obligation de disposer d'un règlement communal de portée générale autorisant le Conseil communal à percevoir des amendes d'ordre et désignant les organes compétents pour infliger des amendes d'ordre), à la formation (par la Police cantonale), à la mise en œuvre (signe distinctif et formulaires officiels). Enfin, le principe selon lequel seules les communes disposant d'une police communale, peuvent se voir déléguer une compétence pour des infractions nécessitant un contact direct avec les administré-e-s est ancré dans la LCAO. Il s'agit des infractions à la LCD, à la loi fédérale sur le tabagisme passif et à la LPE, ainsi que toutes les infractions à la LCR autres que celles relatives au stationnement limité (zones bleues et parcomètres) susceptibles d'une délégation ainsi que les lois cantonales prévoyant de telles amendes d'ordre (littering notamment). Cette condition se justifie en raison des enjeux de sécurité personnelle induits par le contact direct avec l'administré-e à sanctionner. En ce sens, seul-e-s les agents et agentes des polices communales disposent d'une formation adéquate et d'une expérience suffisante dans ce domaine.

S'agissant de la durée, la LCAO conserve le principe de délégation de compétences pour une durée limitée et illimitée. L'OCAO précise la portée de cet article. Actuellement, la compétence n'est déléguée de manière illimitée dans le temps que pour les amendes d'ordre concernant le stationnement à durée limitée (zones bleues et parcomètres). Pour toutes les autres infractions, la délégation n'est octroyée que pour 5 ans, afin que le Conseil d'Etat puisse réexaminer périodiquement que les conditions sont toujours remplies. Ce système est maintenu dans le projet de loi et d'ordonnance.

Le projet prévoit enfin des règles relatives au renouvellement et au retrait des délégations aux communes ainsi que des règles instaurant une surveillance du personnel préposé à la perception des amendes d'ordre, par la Police cantonale.

5. Commentaire des articles

5.1. Loi sur les amendes d'ordre de droit cantonal et de droit fédéral (LCAO)

1. Dispositions générales

Art. 1 Objet

Cet article règle l'objet de la loi, en trois axes:

- > Fixer les principes généraux concernant les amendes d'ordre de droit cantonal et déterminer les domaines dans lesquels de telles amendes peuvent être infligées;
- > Définit les compétences des autorités compétentes dans le canton de Fribourg;
- > Règle l'attribution du produit des amendes.

Cet article n'appelle pas de commentaire supplémentaire.

Art. 2 Champ d'application

Cet article règle le champ d'application de la loi à raison des personnes. Ainsi, les contraventions au droit commises par des personnes de moins de 15 ans ne peuvent être sanctionnées par l'amende d'ordre mais doivent être dénoncées en la voie ordinaire, à savoir auprès de la justice des mineur-e-s.

Ce régime d'inapplicabilité aux mineur-e-s est identique au droit fédéral qui exclut de son champ d'application les mineur-e-s de moins de 15 ans (art. 4 LAO).

2. Amendes d'ordre de droit cantonal

Art. 3 Principes

Actuellement dans la législation cantonale, les cas dans lesquels les infractions sont sanctionnées par des amendes d'ordre sont prévus dans plusieurs actes cantonaux (cf. chapitre 3.2). Dans un objectif de simplification et d'uniformisation, il est prévu désormais que le Conseil d'Etat fixe ces cas d'application et détermine le montant forfaitaire des amendes d'ordre. La liste complète des amendes d'ordre de droit cantonal figurera dans la réglementation d'exécution de la présente loi. Il s'agira ainsi de répertorier les lois et infractions concernées ainsi que les montants forfaitaires des amendes d'ordre sanctionnant lesdites infractions.

Cet article suit les principes du droit fédéral en matière d'amende d'ordre fixés dans la LAO, afin d'assurer la conformité au droit supérieur.

L'alinéa 1 de cet article définit la législation cantonale dont les infractions peuvent être sanctionnées par des amendes d'ordre (al.1). Il s'agit principalement des domaines thématiques relevant de la DIAF (protection de la nature et du paysage, détention des chiens, forêts, chasse et protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes et pêche) et, pour la législation sur la gestion des déchets, de la DAEC (gestion des déchets).

L'alinéa 2 fixe le principe selon lequel la réglementation d'exécution, soit l'OCAO, fixe la liste des amendes d'ordre de droit cantonal et détermine le montant pour chacune d'elle. Ce montant ne peut excéder le montant fixé par la législation fédérale, à savoir 300 francs (article 1 al. 4 LAO).

Dans la mesure où l'amende d'ordre est une amende infligée dans une procédure simplifiée, il n'est pas tenu compte des antécédents et de la situation personnelle de la personne prévenue (al. 3). Il s'agit également du même régime que le droit fédéral (article 1 al. 5 LAO).

Art. 4 Procédure de l'amende d'ordre

Cet article formalise l'analogie de la procédure cantonale de l'amende d'ordre avec la procédure fédérale, en renvoyant à la législation fédérale sur les amendes d'ordre, soit la LAO. Ainsi

la procédure cantonale est régie par la LAO, qu'il s'agisse de la procédure en tant que telle ou qu'il s'agisse des conditions d'application de la procédure et des modalités. Pour l'essentiel, il convient de mentionner que faute de paiement de l'amende d'ordre dans le délai de 30 jours, une procédure pénale ordinaire est engagée (cf. remarques ad art. 18 à 21). En outre, les amendes d'ordre ne peuvent être infligées qu'au moyen de formulaires officiels, dont les exigences sont fixées par la législation fédérale sur les amendes d'ordre. Le degré d'identification de la personne ayant amendé suit également les principes du droit fédéral quant aux exigences posées par la LAO, notamment celles relatives aux indications figurant sur la quittance, respectivement le formulaire prévoyant un délai de réflexion au sens de l'art. 9 al. 1 let. g et de l'art. 9 al. 2 let. k LAO. La conformité au droit supérieure est ainsi assurée.

L'alinéa 2 renvoie également aux règles de la LAO pour ce qui concerne le concours d'infractions. Il s'agit dans le cas particulier de l'article 5 LAO.

Enfin l'alinéa 3 précise que ces contraventions sanctionnées par la forme simplifiée de l'amende d'ordre peuvent également être infligées dans le cadre de la procédure pénale ordinaire.

3. Compétences pour infliger les amendes d'ordre

3.1. En général

Cette section énonce le cadre général relatif aux autorités et aux organes compétents en matière d'amendes d'ordre, y compris les exigences en matière d'identification.

Art. 5 Autorités compétentes

La lettre a de l'alinéa 1 de cet article prévoit que la compétence générale d'infliger les amendes d'ordre de droit fédéral et de droit cantonal est attribuée à la Police cantonale. Ce premier principe institue désormais cette compétence générale pour les amendes d'ordre de droit cantonal, puisqu'actuellement, dans ce domaine, la Police cantonale ne dispose que d'une compétence partielle (cf. chapitre 3.2), ce qui, en pratique, complique inutilement le cadre des compétences.

Le nouveau cadre de compétence généralise également la compétence d'infliger des amendes d'ordre aux agents et agentes de la Police cantonale en général et non plus seulement aux agents et agentes de la gendarmerie, comme le prévoit actuellement l'article 23 LALCR. Il s'agit en effet, pour tous les nouveaux domaines sanctionnés de l'amende d'ordre, de s'assurer que tous les agents et agentes de la Police cantonale puissent sanctionner les infractions, y compris les inspecteurs et inspectrices de la police de sûreté. Cet ajout est relevant dans le contexte de la LStup notamment.

La lettre b réserve les compétences spécifiques des gardes-faunes, des surveillants et surveillantes des réserves natu-

relles, des contrôleurs et contrôleuses officiels-les du service des affaires vétérinaires (SAAV) (art. 7, 8 et 9).

La lettre c réserve enfin la compétence des communes (art. 11 et suivants), en vertu d'une délégation du Conseil d'Etat. Pour ces dernières, le texte de loi fixe le principe selon lequel les communes ne peuvent infliger des amendes d'ordre qu'en vertu d'une délégation expresse du Conseil d'Etat.

Art. 6 Obligations communes

L'alinéa 1 précise les exigences, alternatives, permettant d'identifier les personnes infligeant des amendes d'ordre, il s'agit, en cascade, de l'uniforme de service (ex. Police cantonale, polices communales), d'un signe distinctif (ex. employé-e-s communaux, employé-e-s de l'Etat) ou d'une carte de légitimation (ex. employé-e-s communaux, employé-e-s de l'Etat).

Jusqu'à la révision de la LAO, l'ancien article 4 al. 2 LAO exigeait que les représentants de l'organe de police ne perçoivent des amendes sur la route qu'en uniforme de service. Cette exigence n'a pas été reprise dans la révision de la LAO qui prévoit, à son article 2 al. 3, que le représentant de l'organe compétent – désigné par le canton – doit justifier de sa qualité envers le prévenu.

Enfin, l'alinéa 2 prévoit le principe selon lequel toute personne infligeant des amendes d'ordre doit disposer d'une formation reconnue, formation qui est dispensée par la Police cantonale. La réglementation d'exécution précise le détail de la formation.

3.2. Compétences spécifiques

Cette section liste les organes de l'Etat qui sont compétents, directement en vertu de la LCAO et en sus de la Police cantonale, pour infliger des amendes d'ordre, en précisant chaque fois quelles sont les législations pertinentes pour chaque autorité mentionnée. L'exigence de base légale et le principe de «*nulla poena sine lege*» sont ainsi respectés; cela impose de fait une limitation des compétences de ces organes qui ne peuvent sanctionner par l'amende d'ordre des contraventions à d'autres lois que celles mentionnées dans la LCAO.

Art. 7 Gardes-faune

Cet article règle les compétences des gardes-faunes en précisant la liste des lois pour lesquelles ces derniers sont autorisés à infliger des amendes d'ordre.

Art. 8 Surveillants et surveillantes des réserves naturelles

Cet article règle les compétences des surveillants et des surveillantes des réserves naturelles. La liste des lois pour lesquelles les organes précités sont autorisés à infliger des amendes d'ordre est aussi précisée.

Art. 9 Contrôleurs et contrôleuses officiels-les du Service des affaires vétérinaires

Cet article règle les compétences des contrôleurs et des contrôleuses officiels-les du Service des affaires vétérinaires (SAAV). Il précise également la liste des lois pour lesquelles les organes précités sont autorisés à infliger des amendes d'ordre.

Art. 10 Limites

L'article 10 prévoit que l'OCAO peut restreindre la compétence des organes mentionnés aux articles 7, 8 et 9 d'infliger des amendes d'ordre à certaines infractions de ces lois seulement.

3.3. *Délégation aux communes*

Art. 11 Principes

L'alinéa 1 liste les lois pour lesquelles, moyennant une délégation du Conseil d'Etat, les communes peuvent infliger des amendes d'ordre.

L'alinéa 2 permet au Conseil d'Etat, sur la proposition de la Direction en charge de la sécurité, de s'écarter des législations mentionnées à l'alinéa 1 de cet article en déléguant, lorsque des circonstances particulières l'exigent, des compétences supplémentaires pour une durée déterminée. Les communes peuvent aussi adresser une requête en ce sens à la Direction en charge de la sécurité. Ces délégations spécifiques sont limitées dans le temps.

L'alinéa 3 prévoit quant à lui que le Conseil d'Etat définit lors de chaque délégation la liste des amendes d'ordre qu'il délègue à la commune.

Art. 12 Conditions

L'article 12 liste les conditions qu'une commune doit remplir afin que la délégation de compétences lui soit accordée.

- > La lettre a formalise l'exigence d'une base légale de rang communal, autorisant le Conseil communal à percevoir des amendes d'ordre mais aussi réglant explicitement les organes compétents au sein de la commune pour infliger les amendes d'ordre.
- > La lettre b règle l'exigence d'une formation reconnue des organes communaux compétents pour infliger des amendes d'ordre au sens de l'article 6 al. 2 LCAO.
- > La lettre c règle l'exigence pour la commune de prouver que l'identification des organes communaux est conforme au droit, en vertu de l'article 6 al. 2 LCAO.
- > La lettre d règle enfin l'exigence pour la commune de disposer de formulaires («bulletin d'amendes d'ordre») conformes aux exigences de la LAO.

Toutes ces conditions font l'objet d'un examen et d'un préavis, dans la phase de requête de la délégation de compétence au Conseil d'Etat. Cet examen préalable de la requête de délégation est effectuée par la Direction en charge de la sécurité, sur préavis de la Police cantonale.

L'alinéa 2 fixe la condition selon laquelle seule une commune disposant d'une police communale peut se voir déléguer la compétence d'infliger des amendes d'ordre pour des infractions nécessitant un contact direct avec les administré-e-s (ex. littering, sanctions à l'encontre des cyclistes et des piétons, etc.). Ce principe est important au regard des spécificités et exigences que requièrent ce type d'amendes d'ordre. En effet, lorsque le contact est direct avec les administré-e-s une formation relative à la sécurité personnelle, des connaissances en matière de psychologie et de tactique policière sont indispensables. Le Conseil d'Etat peut également prévoir dans l'OCAO l'exigence d'une police communale pour d'autres infractions que celles nécessitant le contact direct avec les administré-e-s. La variante proposée permettant aux communes sans police communale de déléguer la compétence d'infliger des amendes d'ordre nécessitant un contact direct avec les administrés à une entreprise de sécurité privée n'a pas été retenue à l'issue de la consultation. Le prononcé d'une amende d'ordre nécessitant un contact direct avec les administrés procède en effet d'un acte de police requérant des compétences que seule la formation reconnue d'assistant de sécurité publique suivie par les policiers communaux garantit.

Art. 13 Durée

Par cet article, la loi règle le principe des délégations à durée limitée et illimitée (al.1), en particulier le principe selon lequel les amendes d'ordre qui nécessitent un contact direct avec des administré-e-s, outre le fait qu'elles ne sont déléguées qu'aux polices communales (cf. ad commentaire art. 12 al. 2) ne peuvent être déléguées que pour 5 ans (al. 2). La durée limitée de certaines délégations s'explique en raison du fait qu'un réexamen des conditions doit être effectué par l'autorité déléguant la tâche publique. L'OCAO définit si la délégation octroyée est illimitée ou si elle est limitée à une durée de 5 ans en fonction de la nature des amendes d'ordre. Les changements d'agents doivent en outre être annoncés compte tenu de l'obligation de formation.

Art. 14 Renouvellement et retrait de la délégation

Cet article règle les modalités du renouvellement des délégations de compétence accordées aux communes (al. 1). L'alinéa 2 prévoit que le Conseil d'Etat puisse retirer la délégation de compétence lorsqu'une commune ne respecte pas le cadre légal relatif aux amendes d'ordre. A l'échéance de la délégation de compétence à durée déterminée, il appartient à la commune d'en solliciter le renouvellement à défaut de ne plus pouvoir prononcer d'amende d'ordre au-delà de la durée de 5 ans.

Art. 15 Intervention

L'article 15 dispose de l'étendue de l'intervention de la commune au bénéfice d'une délégation de compétence. Il fixe le principe de la compétence (al. 1), le principe de territorialité (al. 2) et les limites de l'intervention (al. 3) au niveau communal.

Art. 16 Surveillance

Cet article formalise la surveillance que la Police cantonale exerce sur les communes dans le domaine des amendes d'ordre. Cette surveillance existe déjà actuellement dans le cadre de la directive de la Direction de la sécurité et de la justice du 22 octobre 2012 concernant le cadre de collaboration entre la Police cantonale et les polices communales.

Il convient d'étendre cette surveillance plus généralement à tout le personnel préposé à la perception des amendes d'ordre. Il est en effet primordial qu'une unité de pratique s'opère dans ce domaine pour éviter par exemple des inégalités de traitement ou des pratiques non conformes au cadre légal.

Art. 17 Limites

Cet article prévoit que l'OCAO puisse restreindre la compétence de ces organes d'infliger des amendes d'ordre à certaines infractions de ces lois seulement. Dans le cas des communes, exception faite des infractions nécessitant des compétences spécifiques, le cadre de compétences est maintenu.

4. Compétences en cas d'échec ou d'inapplicabilité de la procédure de l'amende d'ordre

Art. 18 Procédure pénale ordinaire

L'alinéa 1 de cette disposition rappelle le principe déjà fixé par la loi fédérale sur les amendes d'ordre. En cas d'échec de la procédure simplifiée de l'amende d'ordre au sens des art. 6 al. 4, 4 al. 3 let. c et 13 LAO (faute de paiement dans le délai ou parce que le contrevenant ou la contrevenante s'oppose à cette procédure, cf. ci-dessus, chapitre 3.3), une procédure pénale ordinaire est engagée. Ce principe vaut tant pour les contraventions de droit fédéral que pour les contraventions de droit cantonal auxquelles la procédure simplifiée s'applique.

La procédure pénale ordinaire est engagée soit par le Ministère public, soit par le Préfet ou le Conseil communal (cf. commentaires ad art. 19 à 21) conformément à leurs compétences en la matière.

Cette procédure est ainsi poursuivie conformément à la loi sur la justice et les dispositions pénales applicables devant les autorités susmentionnées.

De manière générale et comme rappelé au chapitre 2.1 (schéma de la procédure d'AO), la procédure pénale ordinaire en cette matière se traduit par le prononcé d'une ordonnance pénale par l'autorité pénale compétente, laquelle peut ensuite

faire l'objet d'une opposition. Dans ce dernier cas, le dossier est transmis au Juge de police.

L'alinéa 2 précise que les ordonnances pénales portant sur des contraventions de droit cantonal doivent être transmises au Service dont relève le domaine. Par exemple, s'il s'agit d'une contravention dans le domaine de la LCha, la décision sera transmise au Service des forêts et de la nature (SFN). L'obligation de transmission incombe également aux communes et aux personnes compétentes en application de la loi.

Art. 19 Compétence du Ministère public

L'alinéa 1 de cet article définit la compétence du Ministère public de connaître des dénonciations lorsque la procédure de l'amende d'ordre échoue, en dressant la liste des législations topiques concernées.

L'alinéa 2 fixe la compétence du Ministère public de connaître des dénonciations lorsque la procédure de l'amende d'ordre est inapplicable en vertu de l'article 4 al. 3, let. a, b et d LAO ou lorsque l'auteur-e de l'infraction est inconnu-e. Cette inapplicabilité est valable tant pour les amendes d'ordre de droit fédéral que de droit cantonal, dès lors que les conditions de la procédure d'amende d'ordre cantonale sont fixées par le droit fédéral (cf. renvoi de l'article 4 al. 1 LCAO).

L'alinéa 3 fixe enfin la compétence du Ministère public lorsque plusieurs amendes d'ordre infligées relèvent de législations différentes et que plusieurs autorités sont compétentes pour la procédure pénale ordinaire. Par exemple, dans l'hypothèse où les gardes-faunes infligent une amende d'ordre en vertu de la LNI et de la LCha, alors les compétences pour la procédure ordinaire sont différentes (Ministère public pour la LNI et Préfets pour la LCha). Dans un tel cas de figure, toutes les amendes d'ordre sont alors dénoncées au Ministère public, afin d'éviter deux procédures parallèles portant sur un état de fait similaire et afin d'éviter que la personne contrevenante ne supporte deux fois les frais de procédure.

Art. 20 Compétence du Préfet

L'alinéa 1 de cet article définit la compétence du Préfet de connaître des dénonciations lorsque la procédure de l'amende d'ordre échoue, en dressant la liste des législations topiques concernées.

Il s'agit de domaines pour lesquels les Préfectures connaissent actuellement des compétences. Le système est ainsi maintenu.

Art. 21 Compétence du conseil communal et procédure

L'alinéa 1 de cet article définit la compétence du Conseil communal de connaître des dénonciations lorsque la procédure de l'amende d'ordre échoue. Il s'agit de toutes les législations pour lesquelles la commune dispose d'une délégation de la compétence d'infliger des amendes d'ordre. Il s'agit des législations mentionnées à l'article 11 de la loi.

L'alinéa 2 règle la procédure applicable en cas d'échec de la procédure simplifiée d'amende d'ordre concernant les infractions pouvant être sanctionnées par la commune disposant d'une délégation du Conseil d'Etat au sens des articles 11 et suivants de la loi.

Art. 22 Produit de l'amende d'ordre

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier. Il s'agit de la confirmation du régime actuel en matière de délégation aux communes, prévu par l'actuel article 26 de la LALCR.

6. Dispositions transitoires

Art. 23 Compétences

L'alinéa 1 règle le sort des procédures lorsque l'autorité pénale est déjà saisie d'une procédure pénale ordinaire mais ne dispose plus de la compétence de la traiter selon le nouveau droit. Il s'agit par exemple de procédures pénales introduites auprès du Préfet mais qui échoient désormais au Ministère public avec l'entrée en vigueur de la LCAO, à savoir en cas de concours de contraventions relevant de la compétence de plusieurs autorités (cf. ad commentaire de l'article 19 al. 3).

Art. 24 Délégations octroyées aux communes

Cet article règle le sort des délégations de compétences aux communes décidées par le Conseil d'Etat selon l'ancien droit. De plus, dès lors que les conditions de la délégation de compétences aux communes ont fait l'objet de modifications (cf. ad commentaire de l'article 8 et chapitre 4.3), il s'agit de régler le sort de ces délégations de compétence à l'entrée en vigueur du nouveau droit, pour des compétences qui ne seraient plus déléguables en vertu du nouveau droit.

Selon l'alinéa 1 les communes bénéficiant d'une délégation de compétence octroyée sous l'ancien droit doivent requérir une nouvelle délégation de compétence dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la loi. Une information individuelle rappelant cette obligation leur sera adressée dès l'entrée en vigueur de la loi. Il s'agit en effet d'assurer une uniformité des délégations de compétence des communes dans le canton à court terme et éviter que plusieurs régimes de délégation aux communes subsistent trop longtemps après l'entrée en vigueur de la loi.

L'alinéa 2 précise que les communes continuent de pouvoir infliger les amendes d'ordre déléguées par le Conseil d'Etat dans l'attente du renouvellement.

5.2. Modification et abrogation du droit cantonal

5.2.1. Loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers (LALÉI; RSF 114.22.1)

Art. 8 al. 1 (*modifié*)

L'article 8, qui traite de la procédure en lien avec les infractions pénales, est modifié pour y ajouter une réserve explicite de la procédure relative aux amendes d'ordre en sus de la poursuite des infractions conformément à la loi sur la justice (LJ; RSF 130) qui ne traite pas de la procédure d'amendes d'ordre. En effet, la LAO prévoit des contraventions en matière de droit des étrangers qui peuvent être désormais sanctionnées de l'amende d'ordre (AO 1001: *Ne pas collaborer à l'obtention de documents de voyage, selon l'art. 120 al. 1 let. e, LEI*; AO 2001: *Violer l'obligation d'informer en refusant de donner un renseignement, selon l'art. 116 let. a LAsi*).

5.2.2. Loi sur les communes (LCo; RSF 140.1)

Un nouvel article général 85a est introduit pour les sanctions communales afin de conférer aux communes la compétence de percevoir des amendes d'ordre conformément à la LCAO et réserver les autres sanctions pénales régies par les articles y relatifs de la LCo et de la législation spéciale.

Un nouvel alinéa 1a est ajouté à l'article 86 afin de formaliser la compétence du Conseil communal de prononcer des ordonnances pénales lorsque la procédure simplifiée de l'amende d'ordre pour des amendes d'ordre pouvant être infligées par la commune échoue. Bien qu'en pratique les Conseils communaux prononcent actuellement des ordonnances pénales pour les amendes d'ordre déléguées par le Conseil d'Etat, cet aspect n'est pas explicitement réglé par la LCo. Il s'agit de rétablir cette lacune, en conformité avec le principe de la légalité.

5.2.3. Loi sur le Service du registre du commerce (LSRC; RSF 220.3)

Art. 4 al. 2 (*modifié*)

Cette modification est purement formelle. Le terme d'«*amende d'ordre*» est utilisé dans cette disposition sans que la procédure simplifiée de l'amende d'ordre ne soit en réalité visée. Il convient ainsi d'apporter cette correction pour ne pas maintenir une confusion dans le droit cantonal.

5.2.4. Loi d'application du code pénal (LACP; RSF 31.1)

Art. 9 al. 2 (*modifié*)

Cet alinéa est modifié pour opérer une réserve de la législation cantonale et fédérale portant sur les amendes d'ordre.

Art. 10 al. 1 (modifié), al. 3 (modifié)

L'alinéa 1 de cet article est premièrement modifié pour permettre l'application du travail d'intérêt général en vertu de l'article 79a du Code pénal suisse (CP; RS 311.0) pour les contraventions au droit cantonal. Le renvoi à l'article 79a CP fait actuellement défaut dans la LACP en raison du fait que la réforme des sanctions au plan fédéral s'est opérée après l'entrée en vigueur de la LACP et que cette dernière n'a pas été modifiée en conséquence. Deuxièmement, une réserve de la législation cantonale et fédérale portant sur les amendes d'ordre est opérée à l'alinéa 1.

L'alinéa 3 est modifié pour supprimer le renvoi à l'article 102a CP, qui a été abrogé.

5.2.5. Loi sur les impôts cantonaux directs (LICD; RSF 631.1)

Art. 147 al. 1 (modifié)

Cette modification est purement formelle. Le terme d'«*amende d'ordre*» est utilisé dans cette disposition sans que la procédure simplifiée de l'amende d'ordre ne soit en réalité visée. Il convient ainsi d'apporter cette correction pour ne pas maintenir une confusion dans le droit cantonal.

5.2.6. Loi sur la protection de la nature et du paysage (LPNat; RSF 721.0.1)

Art. 57 al. 4 (nouveau)

Le nouvel alinéa 4 réserve les contraventions que la législation cantonale sanctionne par l'amende d'ordre.

Art. 58 al. 1 (modifié)

Le renvoi aux articles 54a ss LCha est supprimé de l'alinéa 1 afin d'opérer un renvoi général à la législation cantonale et fédérale sur les amendes d'ordre. La législation cantonale règle désormais directement la possibilité du Conseil d'Etat de prévoir des amendes d'ordre pour des contraventions à la législation cantonale, dont la LCha.

5.2.7. Loi sur la détention des chiens (LDCh; RSF 725.3)

Art. 44 al. 2 (modifié)

L'alinéa 2 est modifié pour prévoir une réserve des infractions de droit cantonal sanctionnées par des amendes d'ordre. Il s'agit dans les faits d'une réserve et d'un renvoi à la LCAO.

Art. 44a à 44d (abrogés)

Dès lors que la procédure relative aux amendes d'ordre cantonales est désormais régie par la LCAO, il convient d'abroger ces articles qui font doublon avec la LCAO.

Art. 44e al. 1 (modifié), al. 2 (abrogé)

L'alinéa 1 est modifié pour y prévoir un renvoi à la législation fédérale et cantonale sur les amendes d'ordre, soit la LCAO, l'OCAO, la LAO et l'OAO.

L'alinéa 2 est abrogé puisque son contenu matériel, adapté, est repris à l'article 44 al. 2 (cf. *supra* ad commentaire de l'article 44 al. 2).

5.2.8. Loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR; RSF 781.1)

Art. 1 al. 1 (modifié)

L'application de la législation fédérale sur les amendes d'ordre faisant désormais l'objet de la LCAO, la référence à la LAO dans cette disposition n'a plus lieu d'être.

Art. 17 al. 1 (modifié)

L'alinéa 1 est modifié pour y prévoir un renvoi à la législation fédérale et cantonale sur les amendes d'ordre, soit la LCAO, l'OCAO, la LAO et l'OAO.

Section 6 – Art. 23 à 26 (abrogés)

Ces dispositions ont pour l'essentiel été transposées dans la LCAO et l'OCAO. Il convient donc de les abroger.

5.2.9. Loi d'application de la législation fédérale sur la navigation intérieure (LALNI; RSF 785.1)

Art. 15 al. 1 (modifié)

L'alinéa 1 est modifié pour y prévoir un renvoi à la législation fédérale et cantonale sur les amendes d'ordre, soit la LCAO, l'OCAO, la LAO et l'OAO.

5.2.10. Loi sur la gestion des déchets (LGD; RSF 810.2)

Art. 12 al. 3 (nouveau)

Bien que l'énoncé de fait légal relatif au littering soit compris dans l'alinéa 2 de l'article 12, il convient de régler explicitement le comportement incriminé dans la LCo, en conformité avec le principe de la légalité.

Art. 36 al. 1 (modifié), al. 3a (nouveau), al. 3b (nouveau), al. 4 (modifié), al. 5 (modifié)

L'alinéa 1 est modifié pour supprimer la mention de l'intention et de la négligence. En effet, l'article 10 al. 2 LACP prévoit que les infractions au droit cantonal sont punissables même quand elles ont été commises par négligence. Pour assurer

une cohérence dans le droit cantonal, il convient de supprimer cette notion dans la LGD¹.

L'alinéa 3a est ajouté pour y mettre le contenu de l'alinéa 2 de l'article 36a, lequel est abrogé.

Un nouvel alinéa 3b est ajouté pour prévoir une réserve des infractions cantonales sanctionnées par des amendes d'ordre. Il s'agit dans les faits d'une réserve et d'un renvoi à la LCAO.

L'alinéa 4 est modifié pour y prévoir un renvoi à la législation fédérale et cantonale sur les amendes d'ordre, soit la LCAO, l'OCAO, la LAO et l'OAo et supprimer les références aux articles 36a à 36g qui sont abrogés.

La réserve de l'article 36a al. 1 (dernière phrase) qui faisait référence à la législation spéciale en matière d'abandon de déchets est reprise à l'alinéa 5 dès lors que l'article 36a est abrogé.

Art. 36a à 36g (abrogés)

Ces dispositions ont pour l'essentiel été transposées dans la LCAO et l'OCAO. Il convient donc de les abroger.

5.2.11. Loi sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN; RSF 921.1)

Art. 77 al. 1 (modifié), al. 3a (nouveau), al. 4 (modifié), al. 6 (abrogé)

Les références aux articles 27 al. 2 (Non-respect des limitations d'accès dans certaines zones forestières) et 28 al. 1 (Entrave au libre-accès à pied aux forêts par les propriétaires fonciers) sont supprimées dans la mesure où le droit fédéral prévoit des contraventions similaires. Il est relevé qu'il ne s'agit pas d'amendes d'ordre mais d'amendes ordinaires. Il est proposé de nettoyer le droit cantonal sur ce point également.

En outre, l'alinéa 1 est modifié pour supprimer la mention de l'intention et de la négligence. En effet, l'article 10 al. 2 LACP prévoit que les infractions au droit cantonal sont punissables même quand elles ont été commises par négligence. Pour assurer une cohérence dans le droit cantonal, il convient de supprimer cette notion dans la LFCN.

> Entrave au libre-accès à pied aux forêts par les propriétaires fonciers

S'agissant de l'article 27 al. 2 LFCN, l'article 77 al. 1 let. a LFCN sanctionne sa violation par une amende cantonale de 20 000 francs à 50 000 francs au plus. L'article 77 al. 2 LFCN prévoit que si les faits reprochés tombent sous le coup des dispositions pénales de la loi fédérale, celles-ci sont seules

applicables. Or, l'article 43 al. 1 let. b LFo sanctionne d'une amende (fédérale) la personne qui intentionnellement et sans autorisation limite l'accès à une forêt (art. 14 al. 1 LFo). Dans ce cas, les dispositions fédérales et cantonales sont concurrentes. Il y a ainsi lieu de supprimer la mention «art. 27 al. 2 LFCN» de la liste des contraventions cantonales mentionnées à l'article 77 al. 1 let. a LFCN, ce quand bien même il ne s'agit pas d'une amende d'ordre cantonale.

> Non-respect des limitations d'accès dans certaines zones forestières

S'agissant de l'article 28 al. 1 LFCN, la nouvelle amende d'ordre fédérale 11001 sanctionne de 100 francs le fait de ne pas respecter les limitations d'accès dans certaines zones forestières (art. 14 al. 2 let. a et 43 al. 1 let. c LFo). L'article 14 al. 2 let. a LFo se réfère à des motifs liés à la conservation des forêts ou à un autre intérêt public telle la protection des plantes ou des animaux sauvages, afin d'obliger les cantons à limiter l'accès à certaines zones forestières. En droit cantonal, il ressort des articles 28 al. 1 LFCN, 77 al. 1 LFCN et 27 RFCN que la pose de clôtures en forêt destinées à la protection de jeunes peuplements est admise et que le Service des forêts et de la nature (SFN) peut autoriser la pose de clôtures pour des essais scientifiques. L'article 77 al. 1 LFCN sanctionne la violation de cet état de fait comme une contravention cantonale. L'article 77 al. 2 LFCN prévoit toutefois que si les faits reprochés tombent sous le coup des dispositions pénales de la loi fédérale, celles-ci sont seules applicables. Dès lors, il y a lieu de supprimer la mention «art. 28 al. 1 LFCN» de la liste des contraventions cantonales mentionnées à l'article 77 al. 1 let. a LFCN, ce quand bien même il ne s'agit pas d'une amende d'ordre cantonale.

Un nouvel alinéa 3a est introduit pour prévoir une réserve des infractions cantonales sanctionnées par des amendes d'ordre. Il s'agit dans les faits d'une réserve et d'un renvoi à la LCAO. Le contenu est repris de l'actuel alinéa 6 et modifié. Il est placé plus haut dans la disposition pour une meilleure systématicité. L'alinéa 6 est ainsi abrogé.

L'alinéa 4 est modifié pour exclure la punissabilité de la tentative et la complicité pour les contraventions sanctionnées de l'amende d'ordre dans le droit cantonal.

Art. 77a à 77d (abrogés)

Ces dispositions ont pour l'essentiel été transposées dans la LCAO et l'OCAO. Il convient donc de les abroger.

¹ A noter qu'en ce sens, l'article 44 al. 1 LDch n'est pas modifié, puisqu'il prévoit justement une exception à la punissabilité de la négligence.

5.2.12. Loi sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes (LCha; RSF 922.1)

Art. 54 al. 1 (*modifié*), **al. 2a** (*nouveau*), **al. 3** (*modifié*), **al. 4** (*abrogé*)

L'alinéa 1 est modifié pour supprimer la mention de l'intention et de la négligence. En effet, l'article 10 al. 2 LACP prévoit que les infractions au droit cantonal sont punissables même quand elles ont été commises par négligence. Pour assurer une cohérence dans le droit cantonal, il convient de supprimer cette notion dans la LCha.

Un nouvel alinéa 2a est introduit pour prévoir une réserve des infractions cantonales sanctionnées par des amendes d'ordre. Il s'agit dans les faits d'une réserve et d'un renvoi à la LCAO. Le contenu est repris de l'actuel alinéa 4 et modifié. Il est placé plus haut dans la disposition pour une meilleure systématicité. L'alinéa 4 est ainsi abrogé.

L'alinéa 3 est modifié pour exclure la punissabilité de la tentative et la complicité pour les infractions sanctionnées de l'amende d'ordre dans le droit cantonal.

Art. 54a à 54d (*abrogés*)

Ces dispositions ont pour l'essentiel été transposées dans la LCAO et l'OCAO. Il convient donc de les abroger.

Art. 55 al. 1 (*modifié*)

L'alinéa 1 est modifié pour y prévoir un renvoi à la législation fédérale et cantonale sur les amendes d'ordre, soit la LCAO, l'OCAO, la LAO et l'OAo et supprimer les références aux articles 54a à 54d qui sont abrogés.

5.2.13. Loi sur la pêche (LPêche; RSF 923.1)

Art. 45 al. 2 (*modifié*), **al. 3** (*nouveau*)

L'alinéa 2 est modifié pour y prévoir une réserve pour les infractions cantonales sanctionnées par des amendes d'ordre. Il s'agit dans les faits d'une réserve et d'un renvoi à la LCAO.

Le nouvel alinéa 3 est ajouté pour exclure la punissabilité de la tentative et la complicité pour les infractions sanctionnées de l'amende d'ordre dans le droit cantonal.

Art. 45a à 45e (*abrogés*)

Ces dispositions ont pour l'essentiel été transposées dans la LCAO et l'OCAO. Il convient donc de les abroger.

Art. 49 al. 1 (*modifié*)

L'alinéa 1 est modifié pour y prévoir un renvoi à la législation fédérale et cantonale sur les amendes d'ordre, soit la LCAO, l'OCAO, la LAO et l'OAo.

6. Conséquences du projet

6.1. Conséquences financières et en personnel

Il est difficile d'anticiper les conséquences financières d'un tel projet, dès lors qu'il implique des modifications et des extensions de compétences d'infliger des amendes d'ordre pour les services de l'Etat et des communes. L'augmentation ou la diminution de recettes, seules conséquences prévisibles, ne sont pas quantifiables à ce stade.

Le projet ne nécessite aucune charge de personnel supplémentaire pour l'Etat.

6.2. Incidences sur la répartition des tâches Etat-communes

Le projet ne change pas à proprement parler la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il s'agit seulement de possibilités nouvelles, pour les communes, de se voir déléguer des compétences supplémentaires en matière d'amendes d'ordre à certaines conditions définies par les textes légaux. La nouvelle réglementation n'est en aucun point obligatoire et laissée à la libre appréciation des communes, du point de vue de l'opportunité de requérir une nouvelle délégation de la compétence d'infliger des amendes d'ordre.

6.3. Conformité au droit supérieur

Le projet est conforme au droit supérieur, puisque la nouvelle loi fédérale LAO prévoit précisément que les cantons désignent les organes compétents pour percevoir les amendes d'ordre (art. 2 al. 1 LAO).



Botschaft 2021-DSJ-126

24. August 2021

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Gesetzes über kantons- und bundesrechtliche Ordnungsbussen (KOBG)

1. Ausgangslage und Notwendigkeit des Entwurfs	17
1.1. Revision des Ordnungsbussengesetzes des Bundes	17
1.2. Neuausrichtung des ursprünglichen Entwurfs zur Umsetzung des Bundesrechts	17
1.3. Ergebnisse der Vernehmlassung	18
2. Terminologie	18
2.1. Ordnungsbussenverfahren (formelles Recht)	18
2.2. Ordnungsbusse (materielles Recht)	19
3. Aktuelle Situation	19
3.1. Bundesrechtliche Ordnungsbussen	19
3.2. Kantonsrechtliche Ordnungsbussen	19
3.3. Zuständige Behörden im ordentlichen Strafverfahren	20
4. Der Entwurf in groben Zügen	20
4.1. Vereinheitlichung und Zusammenführung der Materie: Schaffung einer einheitlichen Rechtsgrundlage	20
4.1.1. Kantonales Gesetz über kantons- und bundesrechtliche Ordnungsbussen (KOBG)	20
4.1.2. Verordnung über kantons- und bundesrechtliche Ordnungsbussen (KOBV)	21
4.2. Klärung und Vereinfachung der Aufgabenverteilung	22
4.3. Genauere Kompetenzdelegation an Gemeinden	22
5. Kommentar zu den einzelnen Artikeln	23
5.1. Gesetz über kantons- und bundesrechtliche Ordnungsbussen (KOBG)	23
5.2. Änderung und Aufhebung kantonalen Rechts	28
5.2.1. Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration (AGAIG; SGF 114.22.1)	28
5.2.2. Gesetz über die Gemeinden (GG; SGF 140.1)	28
5.2.3. Gesetz über das Handelsregisteramt (HRAG; SGF 220.3)	28
5.2.4. Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch (EGStGB; SGF 31.1)	28
5.2.5. Gesetz über die direkten Kantonssteuern (DStG; SGF 631.1)	28
5.2.6. Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG; SGF 721.0.1)	28
5.2.7. Gesetz über die Hundehaltung (HHG; SGF 725.3)	29
5.2.8. Gesetz zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (AGSVG; SGF 781.1)	29
5.2.9. Ausführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über die Binnenschifffahrt (AGBSG; SGF 785.1)	29
5.2.10. Gesetz über die Abfallbewirtschaftung (ABG; SGF 810.2)	29
5.2.11. Gesetz über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (WSG; SGF 921.1)	29
5.2.12. Gesetz über die Jagd sowie den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume (JaG; SGF 922.1)	30
5.2.13. Gesetz über die Fischerei (FischG; SGF 923.1)	31

6. Auswirkungen des Entwurfs	31
6.1. Finanzielle und personelle Auswirkungen	31
6.2. Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung Staat–Gemeinden	31
6.3. Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht	31

1. Ausgangslage und Notwendigkeit des Entwurfs

1.1. Revision des Ordnungsbussengesetzes des Bundes

Am 18. März 2016 haben die Eidgenössischen Räte das neue Ordnungsbussengesetz des Bundes (OBG; SR 314.1) verabschiedet. Das neue OBG und die dazugehörige Verordnung (OBV; SR 314.11) sind am 1. Januar 2020 in Kraft getreten.

Das neue OBG dehnt das Anwendungsgebiet des vereinfachten Verfahrens für Ordnungsbussen auf weitere geringfügige Widerhandlungen aus. Bisher konnten nur Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz vom 19. Dezember 1958 (SVG; SR 741.01) und gewisse Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Betäubungsmittel vom 3. Oktober 1951 (BetmG; SR 812.121) mit einer Ordnungsbusse geahndet werden. Nun können auch Übertretungen nach anderen Gesetzen mit einer Ordnungsbusse im vereinfachten Verfahren bestraft werden.

Mit dem neuen OBG können die zuständigen Behörden seit 1. Januar 2020 Widerhandlungen gegen folgende Bundesgesetze mit Ordnungsbussen ahnden:

- > Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration vom 16. Dezember 2005 (AIG);
- > Asylgesetz vom 26. Juni 1998 (AsylG);
- > Bundesgesetz gegen den unlauteren Wettbewerb vom 19. Dezember 1986 (UWG);
- > Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz vom 1. Juli 1966 (NHG);
- > Bundesgesetz vom 20. Juni 1997 über Waffen, Waffenzubehör und Munition (WG);
- > Bundesgesetz über die gebrannten Wasser vom 21. Juni 1932 (AlkG);
- > Strassenverkehrsgesetz vom 19. Dezember 1958 (SVG);
- > Bundesgesetz über die Abgabe für die Benützung von Nationalstrassen vom 19. März 2010 (NSAG);
- > Bundesgesetz über die Binnenschifffahrt vom 3. Oktober 1975 (BSG);
- > Bundesgesetz über die Betäubungsmittel und die psychotropen Stoffe vom 3. Oktober 1951 (BetmG);
- > Bundesgesetz über den Umweltschutz vom 7. Oktober 1983 (USG);
- > Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände vom 20. Juni 2014 (LMG);
- > Bundesgesetz zum Schutz vor Passivrauchen vom 3. Oktober 2008;
- > Bundesgesetz über den Wald vom 4. Oktober 1991 (WaG);
- > Bundesgesetz über die Jagd und den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel vom 20. Juni 1986 (JSG);

- > Bundesgesetz über die Fischerei vom 21. Juni 1991 (BGF);
- > Bundesgesetz über das Gewerbe der Reisenden vom 23. März 2001.

Eine ausführliche Liste der strafbaren Handlungen ist in der OBV enthalten. Mit einer Ordnungsbusse geahndet wird beispielsweise das Benutzen einer öffentlichen Wertstoffsammlung ausserhalb der vorgeschriebenen Betriebszeiten, das Rauchen in geschlossenen, öffentlich zugänglichen Räumen, die Ausübung des Reisengewerbes ohne Bewilligung oder auch der unbefugte vorsätzliche Konsum von Betäubungsmitteln des Wirkungstyps Cannabis.

1.2. Neuausrichtung des ursprünglichen Entwurfs zur Umsetzung des Bundesrechts

Von 18. Februar 2020 bis 7. Juni 2020 gab der Staatsrat einen Vorentwurf von Ausführungsgesetz und -verordnung zur Bundesgesetzgebung über die Ordnungsbussen in Vernehmlassung, mit dem das kantonale Recht mit einem Gesetz gezielt geändert werden sollte.

In der Vernehmlassung stellte sich jedoch heraus, dass diese minimalinvasive Anpassung des bestehenden Rechts keine ideale Lösung war. Stattdessen schien es günstiger, ein kantonales Ordnungsbussengesetz einzuführen, in dem die Ausführungsbestimmungen zum neuen OBG und die Bestimmungen zu den kantonsrechtlichen Ordnungsbussen sowohl in formeller (vereinfachtes Verfahren für Ordnungsbussen) wie auch in materieller Hinsicht (geringfügige Übertretungen nach kantonalem Recht, die mit einer Ordnungsbusse geahndet werden können) zusammengeführt würden.

Der Staatsrat entschied sich deshalb für ein einheitliches kantonales Gesetz. Dies hat zur Folge, dass die verschiedenen Bestimmungen zu den Ordnungsbussen nicht mehr in der Spezialgesetzgebung geregelt, sondern neu in einem einzigen Gesetz zu finden sind. Eine solche Zusammenführung erlaubt einerseits eine Vereinheitlichung der Materie und andererseits eine Vereinfachung der Rechtsanwendung und eine definitive Festlegung der Zuständigkeitsbereiche der Umsetzungsbehörden. Mit einem eigenständigen Gesetz können schliesslich auch die Transparenz und Vorhersehbarkeit des Rechts am besten gewährleistet werden.

Nichtsdestotrotz hat die Vernehmlassung zum Vorentwurf des Ausführungsgesetzes und der Ausführungsverordnung zur Bundesgesetzgebung über die Ordnungsbussen zu wesentlichen Verbesserungen des Entwurfs und zu Vor-

schlägen geführt, die bereits in den neuen Gesetzesentwurf aufgenommen wurden. Die Eckpunkte des ersten Entwurfs wurden hingegen beibehalten. Dies gilt insbesondere für die Zuständigkeit der Gemeinden für Ordnungsbussen und für die Unterscheidung zwischen Ordnungsbussen, die einen direkten Kontakt mit der zu büssenden Person erfordern, und solchen, bei denen dies nicht notwendig ist.

Die Dokumente für die Vernehmlassung wurden von der SJD in enger Zusammenarbeit mit GeGA, WNA und Kantonspolizei erarbeitet.

1.3. Ergebnisse der Vernehmlassung

Die externe Vernehmlassung zum Entwurf des kantonalen Gesetzes über kantons- und bundesrechtliche Ordnungsbussen (nachfolgend: KOBG) und der dazugehörigen kantonalen Ordnungsbussenverordnung (nachfolgend: KOBV) dauerte von 1. April 2021 bis 31. Mai 2021. 39 der angehörten Stellen haben sich zum Vorentwurf des Gesetzes und der Verordnung geäußert.

Insgesamt wurde der Revisionsentwurf sehr gut aufgenommen. Die Zentralisierung der Gesetzgebung zum Ordnungsbussenverfahren und zu den Widerhandlungen, die mit bundesrechtlichen oder kantonsrechtlichen Ordnungsbussen geahndet werden, in einem kantonalen Gesetz wurde begrüßt, ebenso wie die Klärung und Regelung der Zuständigkeiten der verschiedenen Behörden, die für die Bürgerinnen und Bürger zu mehr Transparenz führt und den Behörden die Umsetzung erleichtert. Die Vereinheitlichung des Verfahrens bei einem Scheitern des Ordnungsbussenverfahrens oder bei einer Einsprache wurden ebenfalls gutgeheissen. In diesem Zusammenhang sprachen sich die angehörten Stellen jedoch dafür aus, das aktuelle System der Zuständigkeiten bei einem Scheitern des Ordnungsbussenverfahrens oder bei einer Einsprache der widerhandelnden Person beizubehalten.

Die Erweiterung des Zuständigkeitsbereichs der Gemeinden wurde insgesamt gut aufgenommen. Gewisse Vorbehalte gibt es bei der Frage der Gewaltanwendung durch Beamtinnen und Beamte mit Polizeigewalt, die nicht der Kantonspolizei

angehören. Bisher sahen nur das Jagdgesetz und das Gesetz über die Fischerei die Möglichkeit vor, bei der Erfüllung von Aufgaben, die direkt aus diesen Gesetzen hervorgehen, Gewalt anzuwenden und bildeten dafür die nötige gesetzliche Grundlage.

Der Verordnungsentwurf, der gleichzeitig in Vernehmlassung gegeben wurde, löste bei den angehörten Stellen ebenfalls ein positives Echo aus. Sie begrüßten insbesondere die Vereinfachung und die bessere Zugänglichkeit der Gesetzgebung für die Behörden, die sie anzuwenden haben.

In formeller Hinsicht wurden aufgrund der Stellungnahme des GeGA verschiedene Änderungen vorgenommen. Das Amt schlug namentlich bei den allgemeinen und besonderen Zuständigkeiten der Behörden und bei der Kompetenzdelegation an die Gemeinden strukturelle Verbesserungen vor. Die Vorschläge wurden alle berücksichtigt und haben die Lesbarkeit des Gesetzes verbessert.

Abschliessend ist darauf hinzuweisen, dass der Gesetzesentwurf den aktuellen Rechtsrahmen nur unwesentlich verändert. Die Vereinheitlichung der Materie und die Erweiterung des Zuständigkeitsbereichs der Gemeinden wurden dennoch positiv aufgenommen.

2. Terminologie

Einleitend ist die Terminologie in Sachen Ordnungsbussen zu klären, um Verwechslungen zwischen materiellem und formellem Recht zu vermeiden.

2.1. Ordnungsbussenverfahren (formelles Recht)

Der Begriff *Ordnungsbussenverfahren* bezieht sich auf das formelle Recht, d. h. auf das Verfahrensrecht. Es handelt sich um das Verfahren, mit dem geringfügige Widerhandlungen gegen kantonale und eidgenössische Spezialgesetzgebungen geahndet werden können. Das Verfahren sieht vor, dass die Organe, die für die Verhängung von Ordnungsbussen zuständig sind, nach dem folgenden Schema vorgehen:

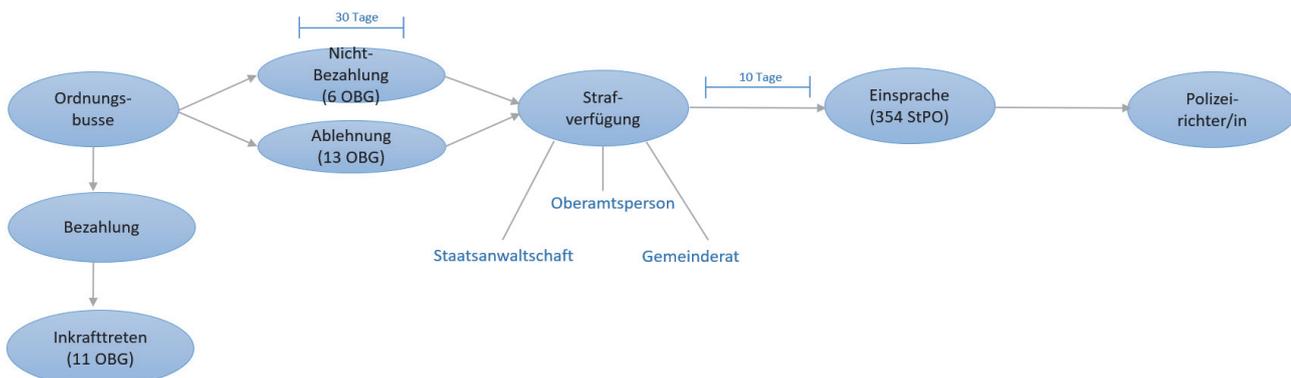


Abbildung1: Vereinfachtes Ordnungsbussenverfahren

Im OBG ist in Bezug auf das Verfahren vom vereinfachten Verfahren die Rede, was zu Verwechslungen mit dem vereinfachten Verfahren gemäss Strafprozessordnung (StPO; SR 312.0) führen kann. Zwischen diesen beiden Verfahren besteht jedoch kein Zusammenhang. Das vereinfachte Ordnungsbussenverfahren bezeichnet nur das Verfahren, in dem die widerhandelnde Person mit einer Ordnungsbusse bestraft wird. Wenn die Busse nicht sofort oder innert der vorgeschriebenen Bedenkzeit bezahlt wird, hat dies die Einleitung eines ordentlichen Strafverfahrens zur Folge.

2.2. Ordnungsbusse (materielles Recht)

Der Begriff Ordnungsbusse bezieht sich auf das materielle Recht, d. h. die verhängte Busse bis zu einem bestimmten Betrag, der in den Ausführungsbestimmungen (OBV bei bundesrechtlichen Ordnungsbussen; KOBV bei kantonsrechtlichen Ordnungsbussen) festgelegt ist.

3. Aktuelle Situation

Zwar sieht der Entwurf keine grundlegende Änderung der Behörden vor, die für bundes- und kantonsrechtliche Ordnungsbussen zuständig sind. Dennoch ist es angebracht, die Zuständigkeiten der verschiedenen Behörden bei der Umsetzung des revidierten OBG zu rekapitulieren.

3.1. Bundesrechtliche Ordnungsbussen

Momentan sieht die OBV zahlreiche Ordnungsbussen für geringfügige Übertretungen gegen die unter Punkt 1.1 aufgeführten Erlasse vor.

Für die Verhängung der bundesrechtlichen Ordnungsbussen ist primär die Kantonspolizei bzw. die Gendarmerie zuständig (s. Art. 23 des Gesetzes zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr, AGSVG; SGF 781.1). Die Polizei hat somit eine allgemeine Zuständigkeit für Ordnungsbussen. Das bedeutet, dass sie alle im Bundesrecht vorgesehenen Ordnungsbussen verhängen kann. Diese Kompetenz ergibt sich aus ihrem allgemeinen Auftrag, der gemäss Gesetz über die Kantonspolizei (PolG; SGF 551.1) darin besteht, für die Einhaltung der Gesetze zu sorgen (Art. 1 Abs. 1).

Der aktuelle gesetzliche Rahmen sieht jedoch vor, dass der Staatsrat den Gemeinden auf Verlangen die Zuständigkeit für die Verhängung von Ordnungsbussen im Strassenverkehr übertragen kann (Art. 24 AGSVG). Die Bedingungen für die Übertragung dieser Kompetenz richten sich nach dem Beschluss über die Verhängung von Ordnungsbussen durch die Gemeinden (SGF 781.21). Die Kompetenzübertragung gilt dabei nur für Widerhandlungen gegen Vorschriften über das Parkieren mit beschränkter Parkzeit (blaue Zonen und Parkuhren) und andere Widerhandlungen im Strassenverkehr gemäss OBV, ausgenommen die auf Autobahnen und Auto-

strassen begangenen Widerhandlungen und die Überschreitungen der zulässigen Höchstgeschwindigkeit (s. Art. 1 Abs. 1 des Beschlusses über die Verhängung von Ordnungsbussen durch die Gemeinden). Die Bedingungen sind in Artikel 2 desselben Beschlusses aufgeführt und bestimmen unter anderem, dass die Gemeinden über Beamtinnen und Beamten verfügen müssen, die eigens für die Erhebung von Ordnungsbussen ausgebildet sind. Ausserdem müssen diese (ausser bei Widerhandlungen gegen Vorschriften über das Parkieren mit beschränkter Parkzeit) eine Uniform tragen.

3.2. Kantonsrechtliche Ordnungsbussen

In den letzten Jahren wurden in der kantonalen Gesetzgebung mehrere Arten kantonsrechtlicher Ordnungsbussen eingeführt. Das Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch (EGStGB; SGF 31.1) verweist auf die verschiedenen Gesetze, die solche Bussen vorsehen (Art. 9 Abs. 2 und 10 Abs. 1 EGStGB).

Derzeit enthalten die folgenden Gesetze Bestimmungen über kantonale Ordnungsbussen:

- > Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG; SGF 721.0.1)¹;
- > Gesetz über die Hundehaltung (HHG; SGF 725.3);
- > Gesetz über die Abfallbewirtschaftung (ABG; SGF 810.2);
- > Gesetz über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (WSG; SGF 921.1);
- > Gesetz über die Jagd sowie den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume (JaG; SGF 922.1);
- > Gesetz über die Fischerei (FischG; SGF 923.1).

In den Ausführungsbestimmungen zu diesen Gesetzen (Verordnungen und Reglemente) werden die mit kantonsrechtlichen Ordnungsbussen geahndeten Übertretungen und der Pauschalbetrag der Ordnungsbussen aufgeführt.

Die Kantonspolizei verfügt über die Kompetenz, Ordnungsbussen nach ABG, WSG und HHG zu verhängen. Die Beamtinnen und Beamten der Kantonspolizei haben hingegen nicht die Kompetenz, Ordnungsbussen nach JaG, FischG, NatG und der Verordnung über die Wildruhezone La Berra zu verhängen. In diesem Bereich ist das Aufsichtspersonal des Amts für Wald, Wild und Fischerei (WNA) zuständig.

Die Zuständigkeit für Ordnungsbussen des Aufsichtspersonals des Amts für Wald und Natur (WNA), d. h. der Wildhüterinnen-Fischereiaufseherinnen und Wildhüter-Fischereiaufseher sowie der Aufseherinnen und Aufseher in den Naturschutzgebieten umfasst alle oder einen Teil der Ordnungsbussen in den Tätigkeitsbereichen der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD) sowie jene nach ABG und HHG.

¹ Das NatG sieht mit Verweis auf das HHG nur die Möglichkeit von Ordnungsbussen vor. Momentan gibt es jedoch keine Ordnungsbussen für Verstösse gegen das NatG.

Ferner ist auch die Kantonstierärztin oder der Kantonstierarzt für die Verhängung von Ordnungsbussen nach HHG zuständig.

Schliesslich hat der Staatsrat gemäss ABG die Möglichkeit, den Gemeinden auf deren Gesuch hin die Kompetenz zur Verhängung von Ordnungsbussen in diesem Bereich, d. h. wegen Littering, zu übertragen (Art. 36b Abs. 2 ABG). Dieselbe Bestimmung sieht ausserdem vor, dass die Gemeinden diese Kompetenz anschliessend gemäss der Gesetzgebung über die Gemeinden an Dritte übertragen können.

3.3. Zuständige Behörden im ordentlichen Strafverfahren

Bei Nichtbezahlung einer bundesrechtlichen Ordnungsbusse innert der vorgeschriebenen Frist oder wenn die beschuldigte Person das Ordnungsbussenverfahren ablehnt, wird ein ordentliches Strafverfahren eingeleitet (Art. 6 Abs. 4, 4 Abs. 3 Bst. c und 13 OBG). Dies gilt auch, wenn das Ordnungsbussenverfahren nicht anwendbar ist (Art. 4 OBG), zum Beispiel wenn die beschuldigte Person zum Zeitpunkt der Tat das 15. Altersjahr nicht vollendet hat (4 Abs. 1 OBG) oder wenn die beschuldigte Person anlässlich der Widerhandlung jemanden gefährdet oder verletzt oder Schaden verursacht hat (4 Abs. 3 Bst. a OBG).

Derzeit werden Übertretungen, bei denen das vereinfachte Ordnungsbussenverfahren scheidet, im Rahmen des ordentlichen Strafverfahrens angezeigt, entweder bei der Staatsanwaltschaft, beim Oberamt oder beim Gemeinderat.

Die Staatsanwaltschaft entscheidet im ordentlichen Strafverfahren über Ordnungsbussen, die nach BetmG verhängt wurden (Art. 17 Abs. 1 der Verordnung über die Betäubungsmittel, SGF 821.22.11), während der Gemeinderat im ordentlichen Verfahren über Ordnungsbussen entscheidet, bei denen die Kompetenz an die Gemeinde übertragen wurde (25 AGSVG und 86 GG). Die Oberamtsperson entscheidet gemäss Artikel 84 des Justizgesetzes (JG; SGF 130.1) im ordentlichen Strafverfahren über kantonsrechtliche Ordnungsbussen (insbesondere Bereiche der ILFD und der RUBD) und im Bereich des Strassenverkehrs über bundesrechtliche Ordnungsbussen, welche die Kantonspolizei verhängt hat (Art. 23 Abs. 2 AGSVG).

Seit der Revision des OBG gilt, dass die neuen bundesrechtlichen Ordnungsbussen provisorisch bei der Staatsanwaltschaft angezeigt werden (Art. 69 Abs. 3 JG), solange das Gesetz auf kantonaler Ebene nicht ausdrücklich eine andere Behörde bezeichnet.

Wird der Strafbefehl einer der obgenannten zuständigen Behörden angefochten, wird die Strafsache der Polizeirichterin oder dem Polizeirichter übertragen (Art. 75 Abs. 2 Bst. a JG; Art. 86 Abs. 3 GG).

4. Der Entwurf in groben Zügen

Der Gesetzesentwurf lässt sich mit den folgenden drei Bereichen zusammenfassen.

Erstens vereinheitlicht der Entwurf die Gesetzgebung zum Ordnungsbussenverfahren und zu den Übertretungen, die mit Ordnungsbussen geahndet werden, indem sie in einem kantonalen Gesetz zusammengeführt wird. Die Bestimmungen zu den Ordnungsbussen sind heute über verschiedene Erlasse verteilt. Ihre Zusammenführung hat zur Folge, dass alle kantonsrechtlichen Bestimmungen zu den Ordnungsbussen in den Spezialgesetzen aufgehoben oder geändert werden müssen.

Zweitens werden die Zuständigkeiten der verschiedenen Behörden sowohl für die bundesrechtlichen als auch für die kantonsrechtlichen Ordnungsbussen geklärt und geregelt. Die Zuständigkeiten in den Fällen, in denen das vereinfachte Verfahren scheidet oder nicht anwendbar ist, werden ebenfalls vereinfacht.

Drittens werden die Bedingungen für die Übertragung der Kompetenz zur Verhängung von Ordnungsbussen an die Gemeinden geklärt und konsolidiert.

4.1. Vereinheitlichung und Zusammenführung der Materie: Schaffung einer einheitlichen Rechtsgrundlage

Die grosse Neuerung des vorliegenden Entwurfs besteht in der Schaffung des neuen KOBG und, in einem zweiten Schritt, einer KOBV. Auf diese Weise kann eine aktuell ungeordnete Materie vereinheitlicht werden, bei der das materielle Recht (mit Ordnungsbussen geahndete Übertretungen) und das formelle Recht (vereinfachtes Ordnungsbussenverfahren) in verschiedenen Gesetzen und Verordnungen geregelt sind. Mit der Zusammenführung erhöht sich einerseits die Transparenz für die Bürgerinnen und Bürger, andererseits wird damit aber auch die Arbeit der Behörden, die dieses Recht umsetzen, erleichtert.

4.1.1. Kantonales Gesetz über kantons- und bundesrechtliche Ordnungsbussen (KOBG)

Der Gesetzesentwurf bewirkt keine grundsätzliche Änderung des rechtlichen Rahmens für Ordnungsbussen. Er erlaubt vielmehr eine Zusammenführung der gesamten Ordnungsbussenmaterie, die das kantonale Recht betrifft.

Er ändert bzw. erweitert jedoch unter gewissen Bedingungen den Kompetenzbereich der Gemeinden und des Personals der ILFD, das bereits für kantonale Ordnungsbussen zuständig ist (vgl. Kapitel 3.2).

Der vorliegende Entwurf bietet Gelegenheit zur Klärung bestimmter Punkte, die bisher nicht eindeutig waren, namentlich die Zuständigkeit für die Anzeige von Übertretungen, wenn das Ordnungsbussenverfahren scheitert oder *ex lege* nicht anwendbar ist.

Der Gesetzesentwurf regelt hauptsächlich die folgenden Punkte:

- > Er definiert den Zweck und den Anwendungsbereich des Gesetzes.
- > Er regelt die Grundsätze der kantonsrechtlichen Ordnungsbussen.
- > Er legt den Zuständigkeitsbereich der Behörden, die Ordnungsbussen verhängen, fest.
- > Er regelt die Übertragung der Zuständigkeit für die Verhängung von Ordnungsbussen an die Gemeinden, namentlich indem er die Grundsätze sowie die Bedingungen und die Dauer einer solchen Übertragung festlegt.
- > Er bestimmt die Zuständigkeiten für den Fall des Scheiterns oder der Unanwendbarkeit des Ordnungsbussenverfahrens, indem der Staatsanwaltschaft, den Oberämtern und den Gemeinderäten bei den betreffenden Gesetzen oder bei einer Kompetenzübertragung (Gemeinden) ausdrücklich Zuständigkeiten zugewiesen werden.
- > Er legt die Grundsätze für das Einziehen der Ordnungsbussenerträge fest.
- > Er regelt das Übergangsrecht, d. h. die Frage der nach altem Recht eingeleiteten ordentlichen Strafverfahren, die Frage der nach altem Recht an die Gemeinden übertragenen Zuständigkeiten und die Frage der kantonsrechtlichen Ordnungsbussen, die nach altem Recht verhängt wurden, die nach neuem Recht aber aufgehoben sind, weil sie sich mit bundesrechtlichen Ordnungsbussen überschneiden.

Darüber hinaus wird mit dem Entwurf des KOBG auch ein wesentlicher Teil des kantonalen Rechts geändert, um die Kohärenz des Systems sicherzustellen. Dazu werden die Artikel der Spezialgesetze, die heute das Ordnungsbussenrecht regeln, geändert oder aufgehoben. Betroffen sind folgende Gesetze: das Gesetz über die Gemeinden (GG; SGF 140.1), das Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration (AGAIG; SGF 114.22.1), das Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch (EGStGB; SGF 31.1), das Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG; SGF 721.0.1), das Gesetz über die Hundehaltung (HHG; SGF 725.3), das Gesetz zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (AGSVG; SGF 781.1), das Ausführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über die Binnenschifffahrt (AGBSG; SGF 785.1), das Gesetz über die Abfallbewirtschaftung (ABG; SGF 810.2), das Gesetz über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (WSG; SGF 921.1), das Gesetz über die Jagd sowie den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume

(JaG; SGF 922.1), und das Gesetz über die Fischerei (FischG; SGF 923.1).

Im Gesetz über das Handelsregisteramt (HRAG; SGF 220.3) und im Gesetz über die direkten Kantonssteuern (DStG; SGF 631.1) wird der Begriff «Ordnungsbusse» gestrichen, weil es sich juristisch gesehen um gewöhnliche Bussen handelt (vgl. Kommentar zu den einzelnen Artikeln).

4.1.2. Verordnung über kantons- und bundesrechtliche Ordnungsbussen (KOBV)

Mit der KOBV, die dem KOBG als Entwurf beiliegt, können mehrere Punkte des Gesetzes näher ausgeführt werden, namentlich die Ausbildung der Behörden, die für die Verhängung der Ordnungsbussen zuständig sind, der genaue Zuständigkeitsbereich der Behörden und der Gemeinden und das Antragsverfahren für die Übertragung der Zuständigkeit für die Verhängung von Ordnungsbussen. Die auffälligste Neuerung besteht jedoch darin, dass im Anhang der Verordnung alle kantonsrechtlichen Ordnungsbussen aufgelistet werden. Dies stellt eine grosse Verbesserung in Bezug auf die Zugänglichkeit des Rechts dar. Mit der Zusammenführung kann ein Katalog aller Ordnungsbussen mit den entsprechenden Beträgen erstellt werden. Ausserdem werden die Strafen damit vorhersehbarer.

Ferner werden mit der Verordnung alle kantonsrechtlichen Ordnungsbussen, die sich mit Bundesrecht decken, gestrichen. Aufgrund der OBG-Revision sind folgende kantonsrechtlichen Ordnungsbussen aufzuheben:

- > Artikel 87 der Jagdverordnung (JaV; SGF 922.11)
OB FR 207 Einsatz und Verbot des Einsatzes von Hunden (Art. 27 JaG/Art. 43 JaV; 100 Franken);
- > Artikel 12b der Verordnung über die Wildruhezone La Berra (SGF 922.31)
OB FR 401 Pflicht, auf den erlaubten Routen zu bleiben (Art. 3; 100 Franken);
- > Anhang 6 des Reglements über die Ausübung der Patentfischerei in den Jahren 2019, 2020 und 2021 (FischR; SGF 923.12)
OB FR 303 Fischen in Schonzeiten (Art. 21 FischR; 200 Franken);
- > Anhang 6 FischR
OB FR 305 Fangmindestmasse (Art. 23 FischR; 200 Franken).

Weitere kantonsrechtliche Ordnungsbussen müssen geändert werden, um das Bundesrecht zu vervollständigen.

4.2. Klärung und Vereinfachung der Aufgabenverteilung

Wie in Kapitel 3.1 dieses Berichts aufgezeigt wurde, ist die Verteilung der Zuständigkeiten unter den kantonalen Behörden, die Ordnungsbussen verhängen können, heute nicht klar genug, weil die Materie über das kantonale Recht verteilt ist und die rechtliche Entwicklung im Bereich der kantonsrechtlichen Ordnungsbussen in mehreren Schritten erfolgte. Dies gilt auch für die Zuständigkeit der Behörden, bei denen Verstösse gemeldet werden, wenn das Ordnungsbussenverfahren scheitert oder nicht anwendbar ist. Das Ergebnis ist ein uneinheitliches und intransparentes System von Zuständigkeiten, das in der Praxis die Rechtsumsetzung erschwert, weil es unterschiedliche Zuständigkeiten für bundes- und kantonsrechtliche Ordnungsbussen vorsieht.

Der Entwurf des KOBG legt nun explizit fest, für welche Gesetzgebungen von Kanton und Bund die Behörden und die Gemeinden *ex lege* zuständig sind (Kantonspolizei, Wildhüter/innen-Fischereiaufseher/innen, Aufseher/innen in den Naturschutzgebieten, amtliche Kontrolleurinnen/Kontrolleure des LSVW) bzw. für welche sie eine Übertragung der Kompetenz beantragen können (Gemeinden). Ausserdem werden auch die Zuständigkeiten für das ordentliche Strafverfahren bei Scheitern oder Unanwendbarkeit des Ordnungsbussenverfahrens festgelegt (Art. 18–21 des Entwurfs).

Die Vereinfachung der Aufgabenverteilung lässt sich wie folgt zusammenfassen:

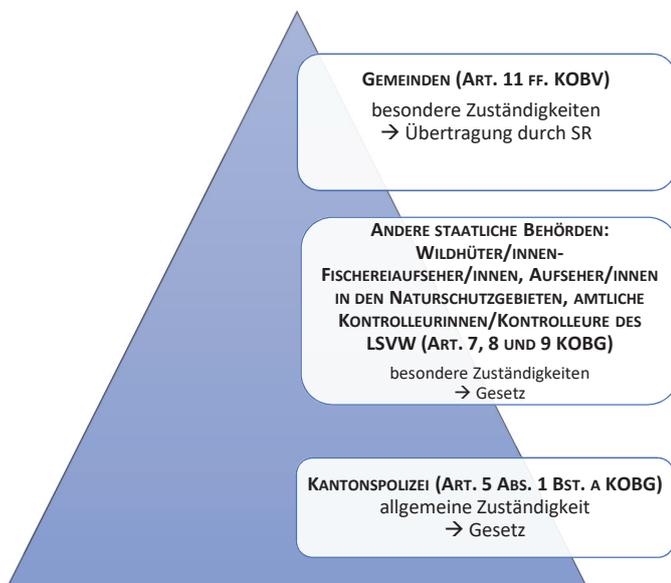


Abbildung 2: Zuständigkeiten für Ordnungsbussen

Es ist darauf hinzuweisen, dass die Zuständigkeiten im KOBG im Allgemeinen mit einem Verweis auf die einschlägige Gesetzgebung festgelegt werden. Die Rolle der KOBV besteht darin, für all diese Gesetzen klarzustellen, welche Widerhandlungen von den Behörden mit einer Ordnungsbuss geahndet werden können. Nicht nötig ist dies bei der

Kantonspolizei, da diese über eine allgemeine Zuständigkeit für alle kantons- und bundesrechtlichen Widerhandlungen verfügt, die mit Ordnungsbussen strafbar sind.

4.3. Genauere Kompetenzdelegation an Gemeinden

Die KOBV legt die Grundsätze für die Übertragung der Zuständigkeit für die Verhängung von Ordnungsbussen durch die Gemeinden fest. Mit dem neuen gesetzlichen Rahmen können die Bedingungen, der Umfang und die Dauer der Übertragung definiert werden.

Einleitend ist klarzustellen, dass sich das KBOG-System der Kompetenzdelegation nicht grundlegend vom aktuellen System unterscheidet. Es werden lediglich die Bedingungen formalisiert, die bisher auf verschiedene Erlasse verteilt waren. Auch hier führt die Zusammenführung des rechtlichen Rahmens in der KOBV zu einer besseren Vorhersehbarkeit des Rechts.

In Bezug auf die Grundsätze der Übertragung von Zuständigkeiten an die Gemeinden legt das Gesetz zunächst fest, für welche Gesetzgebungen die Gemeinden eine Delegation beantragen können. Diese Gesetzgebungen wurden ausgewählt, weil sie den Zuständigkeitsbereichen der Gemeinden in Bezug auf die öffentliche Ordnung und Sicherheit entsprechen. Ausgeschlossen ist somit jede Gesetzgebung, die in die ausschliessliche Zuständigkeit der Kantonspolizei fällt. So können sich die Gemeinden zum Beispiel im Anwendungsbereich des Betäubungsmittelgesetzes (BetmG; SR 812.121), laut dem der vorsätzliche und unbefugte Konsum von Betäubungsmitteln des Wirkungstyps Cannabis mit einer Ordnungsbuss bestraft wird (Art. 19a Ziff. 1 BetmG), keine Delegation beantragen, weil für die Repression in diesem Bereich – die besondere Kompetenzen erfordert – ausschliesslich die Kantonspolizei zuständig ist.

Die KOBV sieht zudem vor, dass die Zuständigkeit in den Ausführungsbestimmungen auf bestimmte Verstösse beschränkt werden kann. So kann den Gemeinden zum Beispiel die Zuständigkeit für die Verhängung von Ordnungsbussen wegen Übertretungen gemäss Strassenverkehrsgesetz (SVG; SR 741.01) übertragen werden. Es ist jedoch vorgesehen, in der KOBV den Grundsatz beizubehalten, wonach die Gemeinden keine Kompetenzübertragung für Verstösse gegen die erlaubte Höchstgeschwindigkeit beantragen können. Dabei handelt es sich um Delikte, für die ausschliesslich die Kantonspolizei zuständig ist (weil dafür ebenfalls besondere Kompetenzen erforderlich sind) und bei denen die Verkehrssicherheitspolitik als Ganzes im Blick behalten werden muss.

Neben dem SVG gibt der Entwurf den Gemeinden unter gewissen Bedingungen auch die Möglichkeit, eine Kompetenzdelegation für neue Gesetze zu beantragen. Betroffen sind folgende Gesetzgebungen:

- > die eidgenössische Gesetzgebung über den Strassenverkehr;
- > die eidgenössische Gesetzgebung über den unlauteren Wettbewerb
- > eidgenössische Gesetzgebung über den Umweltschutz;
- > die eidgenössische Gesetzgebung über den Schutz vor Passivrauchen;
- > die kantonale Gesetzgebung über die Abfallbewirtschaftung;
- > die eidgenössische Gesetzgebung über die Binnenschifffahrt;
- > die eidgenössische und kantonale Gesetzgebung über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen;
- > die kantonale Gesetzgebung über die Hundehaltung.

Für den Fall, dass besondere Umstände es erfordern, sieht das Gesetz zudem vor, dass der Staatsrat Zuständigkeiten in Abweichung von diesen Gesetzgebungen übertragen kann, um die öffentliche Ordnung, und Sicherheit sowie Sauberkeit und Hygiene zu gewährleisten. Die aktuelle Gesundheitskrise in Zusammenhang mit dem Coronavirus hat gezeigt, dass es nötig ist, für bestimmte besondere Umstände Ausnahmen von den gewohnten Regeln vorzusehen. Diese besonderen Kompetenzdelegationen sind befristet.

Hinsichtlich der Bedingungen listet der Entwurf die Bedingungen auf, die für das Legalitätsprinzip (Vorliegen eines allgemeinen Gemeindereglements, das den Gemeinderat ermächtigt, Ordnungsbussen zu erheben, und das die für die Verhängung der Ordnungsbussen zuständigen Organe bezeichnet), für die Schulung (durch die Kantonspolizei) und für die Umsetzung (Kennzeichen und amtliche Formulare) gelten. Schliesslich ist in der KOBV der Grundsatz verankert, wonach die Zuständigkeit für Ordnungsbussen, die einen direkten Kontakt mit der zu büssenden Person erfordern, nur an Gemeinden mit einer Gemeindepolizei, übertragen werden kann. Es handelt sich um Widerhandlungen gegen das UWG, gegen das Bundesgesetz zum Schutz vor Passivrauchen und gegen das USG sowie um alle Widerhandlungen gegen das SVG, die nicht das Parkieren mit beschränkter Parkzeit (blaue Zonen und Parkuhren) betreffen, bei denen eine Kompetenzübertragung möglich ist, und um Widerhandlungen gegen kantonale Gesetze, die solche Ordnungsbussen vorsehen (namentlich Littering). Diese Bedingung wird damit begründet, dass der direkte Kontakt mit der zu büssenden Person eine Gefahr für die persönliche Sicherheit darstellen kann. Nur Beamtinnen und Beamten der Gemeindepolizeien verfügen in diesem Bereich über eine entsprechende Ausbildung und ausreichend Erfahrung.

Was die Dauer der Kompetenzdelegation betrifft, wird in der KOBV der Grundsatz der befristeten und unbefristeten Übertragung beibehalten. In der KOBV wird die Bedeutung des Artikels ausgeführt. Derzeit wird die Zuständigkeit für Ordnungsbussen nur in Zusammenhang mit dem Parkieren mit beschränkter Parkzeit (blaue Zonen und Parkuhren) für

eine unbeschränkte Dauer übertragen. Bei allen anderen Widerhandlungen wird die Zuständigkeit nur für 5 Jahre übertragen, damit der Staatsrat regelmässig überprüfen kann, ob die Bedingungen noch erfüllt sind. Dieses System wird im Entwurf des Gesetzes und der Verordnung beibehalten.

Der Entwurf regelt schliesslich auch die Erneuerung und den Entzug von Kompetenzdelegationen an die Gemeinden sowie die Aufsicht der Kantonspolizei über das Personal, das mit der Erhebung der Ordnungsbussen beauftragt ist.

5. Kommentar zu den einzelnen Artikeln

5.1. Gesetz über kantons- und bundesrechtliche Ordnungsbussen (KOBG)

1. Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand

Dieser Artikel regelt den Gegenstand des Gesetzes in drei Bereichen:

- > allgemeine Grundsätze für die kantonsrechtlichen Ordnungsbussen und Bereiche, in denen solche Ordnungsbussen verhängt werden können;
- > im Kanton Freiburg zuständige Behörden;
- > Zuteilung des Bussenertrags

Der Artikel erfordert keine weiteren Erläuterungen.

Art. 2 Anwendungsbereich

Dieser Artikel regelt den persönlichen Anwendungsbereich des Gesetzes. So können Übertretungen von Personen unter 15 Jahren nicht mit Ordnungsbussen bestraft werden, sondern müssen auf dem üblichen Weg, d. h. bei der Jugendstrafrechtspflege angezeigt werden.

Die Unanwendbarkeit auf Minderjährige entspricht dem Bundesrecht, das Minderjährige von seinem Geltungsbereich ausschliesst (Art. 4 OBG).

2. Kantonsrechtliche Ordnungsbussen

Art. 3 Grundsätze

In der kantonalen Gesetzgebung sind derzeit in mehreren Erlassen Fälle vorgesehen, in denen Widerhandlungen mit Ordnungsbussen bestraft werden (vgl. Kapitel 3.2). Mit dem Ziel einer Vereinfachung und Vereinheitlichung wird nun vorgesehen, dass der Staatsrat diese Anwendungsfälle bestimmt und den Pauschalbetrag der Ordnungsbussen festlegt. Die Ausführungsbestimmungen dieses Gesetzes werden eine vollständige Liste der kantonsrechtlichen Ordnungsbussen enthalten. Die betroffenen Gesetze und Verstösse und die Pauschalbeträge der Ordnungsbussen, mit denen diese geahndet werden, sollen also in einem Verzeichnis aufgelistet werden.

Der Artikel nimmt die bundesrechtlichen Grundsätze im Bereich Ordnungsbussen gemäss OBG auf, damit die Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht sichergestellt ist.

Absatz 1 des Artikels legt fest, bei welchen kantonalen Gesetzgebungen Wiederhandlungen mit Ordnungsbussen strafbar sind. Dabei handelt es sich hauptsächlich um Themenbereiche in der Zuständigkeit der ILFD (Natur- und Landschaftsschutz, Hundehaltung, Wald, Jagd und Schutz wild lebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume und Fischerei) und – bei der Gesetzgebung über die Abfallbewirtschaftung – der RUBD.

Absatz 2 definiert den Grundsatz, wonach die Liste der kantonsrechtlichen Ordnungsbussen und ihrer jeweiligen Beträge in den Ausführungsbestimmungen – d. h. in der KOBV – festgelegt werden. Der Bussenbetrag darf den in der Bundesgesetzgebung festgelegten Höchstbetrag (300 Franken; Artikel 1 Abs. 4 OBG) nicht übersteigen.

Da die Ordnungsbussen in einem vereinfachten Verfahren verhängt wird, werden Vorleben und persönliche Verhältnisse der beschuldigten Person nicht berücksichtigt (Abs. 3). Auch dieser Grundsatz wurde aus dem Bundesrecht übernommen (Artikel 1 Abs. 5 OBG).

Art. 4 Ordnungsbussenverfahren

Dieser Artikel richtet das kantonale Ordnungsbussenverfahren nach dem bundesrechtlichen Verfahren aus, indem auf die Ordnungsbussengesetzgebung des Bundes (das OBG) verwiesen wird. Das kantonale Verfahren richtet sich demnach nach dem OBG, sowohl was das Verfahren an sich anbelangt, als auch was die Anwendungsbedingungen und Einzelheiten des Verfahrens betrifft. Im Wesentlichen wird bei ausbleibender Zahlung der Ordnungsbussen innert einer Frist von 30 Tagen ein ordentliches Strafverfahren eingeleitet (vgl. Kommentar zu Art. 18–21). Weiter dürfen die Ordnungsbussen nur mit amtlichen Formularen, die die Anforderungen der Ordnungsbussengesetzgebung des Bundes erfüllen, verhängt werden. Die Identifikation der büssenden Person richtet sich ebenfalls nach den Grundsätzen des Bundesrechts und entspricht namentlich den Anforderungen zu den Angaben auf der Quittung im Sinne von Art. 9 Abs. 1 Bst. g OBG bzw. auf dem Bedenkfristformular in Sinne von Art. 9 Abs. 2 Bst. k OBG. Damit ist die Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht gewährleistet.

Absatz 2 verweist für den Fall eines Konkurrenzverfahrens ebenfalls auf die Bestimmungen des OBG. Konkret handelt es sich um Artikel 5 OBG.

Absatz 3 schliesslich führt aus, dass vereinfachte Ordnungsbussen für Übertretungen auch im ordentlichen Strafverfahren verhängt werden können.

3. Zuständigkeiten für die Verhängung von Ordnungsbussen

3.1. Im Allgemeinen

Dieser Abschnitt setzt den allgemeinen Rahmen in Bezug auf die Behörden und Organe, die für Ordnungsbussen zuständig sind, einschliesslich der Anforderungen in Sachen Erkennbarkeit.

Art. 5 Zuständige Behörden

Buchstabe a von Absatz 1 dieses Artikels sieht vor, dass die allgemeine Zuständigkeit für die Verhängung von bundes- und kantonsrechtlichen Ordnungsbussen der Kantonspolizei zufällt. Der Grundsatz führt die allgemeine Zuständigkeit auch für kantonsrechtliche Ordnungsbussen ein, weil die Kantonspolizei in diesem Bereich bisher nur über eine Teilkompetenz verfügt (vgl. Kapitel 3.2), was den Zuständigkeitsbereich in der Praxis unnötig verkompliziert.

Mit dem neuen Zuständigkeitsrahmen wird die allgemeine Kompetenz zur Verhängung von Ordnungsbussen zudem allen Beamtinnen und Beamten der Kantonspolizei erteilt, und nicht mehr nur den Beamtinnen und Beamten der Gendarmerie, wie es Artikel 23 AGSVG heute vorsieht. Damit soll sichergestellt werden, dass alle Beamtinnen und Beamten der Kantonspolizei, einschliesslich der Inspektorinnen und Inspektoren der Kriminalpolizei, Wiederhandlungen ahnden können, und zwar in allen Bereichen, in denen neuerdings Ordnungsbussen möglich sind. Dieser Zusatz ist vor allem im Zusammenhang mit dem BetmG relevant.

Buchstabe b behält die besonderen Zuständigkeiten der Wildhüterinnen-Fischereiaufseherinnen und Wildhüter-Fischereiaufseher, der Aufseherinnen und Aufseher in den Naturschutzgebieten sowie der amtlichen Kontrolleurinnen und Kontrolleure des Amtes für Veterinärwesen (LSVW) vor (Art. 7, 8 und 9).

Buchstabe c behält die Zuständigkeit der Gemeinden (Art. 11 ff.) mit einer Kompetenzdelegation des Staatsrates vor. Für die Gemeinden legt das Gesetz den Grundsatz fest, wonach diese nur dann Ordnungsbussen verhängen können, wenn ihnen die Zuständigkeit dafür vom Staatsrat ausdrücklich erteilt wurde.

Art. 6 Allgemeine Pflichten

Absatz 1 definiert die Anforderungen, mit denen die Personen, die Ordnungsbussen verhängen, erkannt werden können. Verlangt werden entweder die Dienstuniform (Bsp. Kantonspolizei, Gemeindepolizeien), ein Kennzeichen (Bsp. Gemeindeangestellte, Staatsangestellte) oder ein Dienstaussweis (Bsp. Gemeindeangestellte, Staatsangestellte).

Vor der Revision besagte Artikel 4 Abs. 2 OBG, dass die Vertreterinnen und Vertreter des Polizeiorgans Bussen auf

der Strasse nur erheben dürfen, wenn sie die Dienstuniform tragen. Diese Anforderung wurde bei der Revision des OBG nicht übernommen. Artikel 2 Abs. 3 des neuen OBG sieht nun vor, dass sich die Vertreterinnen und Vertreter des zuständigen – vom Kanton bezeichneten – Organs gegenüber der beschuldigten Person entsprechend ausweisen müssen.

Absatz 2 schliesslich enthält den Grundsatz, wonach jede Person, die Ordnungsbussen verhängt, über eine anerkannte Ausbildung verfügen muss, die von der Kantonspolizei erteilt wird. Die Ausführungsbestimmungen regeln die Einzelheiten der Ausbildung.

3.2. Besondere Zuständigkeiten

Dieser Abschnitt listet die staatlichen Organe auf, die direkt gemäss KOBG und zusätzlich zur Kantonspolizei für die Verhängung von Ordnungsbussen zuständig sind, wobei für jede Behörde ausgeführt wird, für welche Gesetzgebungen die Kompetenz gilt. Damit wird der Bedingung einer gesetzlichen Grundlage und dem Grundsatz «*nulla poena sine lege*» entsprochen. Die Bestimmung schränkt die Kompetenz der aufgeführten Organe ein: Sie können Ordnungsbussen nur für Übertretungen der im KOBG aufgeführten Gesetzgebungen verhängen.

Art. 7 Wildhüterinnen-Fischereiaufseherinnen und Wildhüter-Fischereiaufseher

Dieser Artikel regelt die Zuständigkeiten der Wildhüterinnen-Fischereiaufseherinnen und Wildhüter-Fischereiaufseher mit einer Liste der Gesetze, bei denen sie für die Ordnungsbussen zuständig sind.

Art. 8 Aufseherinnen und Aufseher in den Naturschutzgebieten

Dieser Artikel regelt die Zuständigkeiten der Aufseherinnen und Aufseher in den Naturschutzgebieten. Auch hier werden die Gesetze aufgelistet, bei denen die genannten Personen für die Ordnungsbussen zuständig sind.

Art. 9 Amtliche Kontrolleurinnen und Kontrolleure des Amts für Veterinärwesen

Dieser Artikel regelt die Zuständigkeiten der amtlichen Kontrolleurinnen und Kontrolleure des Amts für Veterinärwesen (LSVW). Die Gesetze, bei denen diese Personen für die Ordnungsbussen zuständig sind, werden ebenfalls aufgelistet.

Art. 10 Beschränkung

Artikel 10 sieht vor, dass die Zuständigkeit der Organe nach den Artikeln 7, 8 und 9 für die Verhängung von Ordnungsbussen in der KOBV auf bestimmte Verstösse der aufgeführten Gesetzgebungen beschränkt werden kann.

3.3. Übertragung an die Gemeinden

Art. 11 Grundsätze

In Absatz 1 sind die Gesetze aufgelistet, bei denen die Gemeinde mit einer Kompetenzdelegation des Staatsrats Ordnungsbussen verhängen dürfen.

Absatz 2 erlaubt dem Staatsrat, auf Vorschlag der für Sicherheit zuständigen Direktion von den Gesetzgebungen nach Absatz 1 dieses Artikels abzuweichen, indem er für eine begrenzte Dauer zusätzliche Kompetenzen delegiert, wenn es besondere Umstände erfordern. Die Gemeinden können bei der für die Sicherheit zuständigen Direktion auch ein entsprechendes Gesuch einreichen. Diese besonderen Kompetenzdelegationen sind befristet.

Absatz 3 sieht vor, dass der Staatsrat bei jeder Kompetenzdelegation festlegt, welche Ordnungsbussen er der Gemeinde überträgt.

Art. 12 Voraussetzungen

Artikel 12 listet die Bedingungen auf, die eine Gemeinde erfüllen muss, damit ihr eine Kompetenzdelegation gewährt wird.

- > Buchstabe a verankert die Bedingung einer gemeinderechtlichen gesetzlichen Grundlage, die den Gemeinderat ermächtigt, Ordnungsbussen zu erheben, und ausdrücklich die Organe bezeichnet, die in der Gemeinde für die Verhängung von Ordnungsbussen zuständig sind.
- > Buchstabe b bestimmt, dass die Gemeindeorgane, die für die Verhängung von Ordnungsbussen zuständig sind, über eine anerkannte Ausbildung im Sinne von Artikel 6 Abs. 2 KOBG verfügen müssen.
- > Buchstabe c regelt die Anforderung, dass die Gemeinde belegen muss, dass die Erkennbarkeit der zuständigen Gemeindeorgane den Bestimmungen von Artikel 6 Abs. 2 KOBG entspricht.
- > Buchstabe d bestimmt, dass die Gemeinde über Formulare («Ordnungsbussenzettel») verfügen muss, die die Anforderungen des OBG erfüllen.

All diese Bedingungen werden bei einem Antrag auf eine Kompetenzdelegation des Staatsrats geprüft und beurteilt. Die Vorprüfung des Delegationsantrags wird von der für die Sicherheit zuständigen Direktion durchgeführt. Sie holt dafür die Stellungnahme der Kantonspolizei ein.

Absatz 2 enthält die Bedingung, dass die Zuständigkeit für die Verhängung von Ordnungsbussen, die einen direkten Kontakt mit der zu büssenden Person erfordern (Bsp. Littering, Büssen von Radfahrerinnen/Radfahrern, Fussgängerinnen/Fussgängern usw.), nur an Gemeinden mit einer Gemeindepolizei übertragen wird. Dieser Grundsatz ist aufgrund der Besonderheiten und Anforderungen dieser Ordnungsbussen wichtig. Wenn nämlich ein direkter Kontakt

mit der zu büssenden Person nötig ist, sind eine Schulung zum Thema persönliche Sicherheit sowie psychologische und polizeitaktische Kenntnisse unerlässlich. Der Staatsrat kann in der KOBV die Bedingung einer Gemeindepolizei auch für Verstösse, die keinen direkten Kontakt mit der zu büssenden Person erfordern, vorsehen. Die vorgeschlagene Variante, die den Gemeinden ohne Gemeindepolizei erlaubt hätte, die Verhängung von Ordnungsbussen, die einen direkten Kontakt mit der zu büssenden Person erfordern, an ein privates Sicherheitsunternehmen zu delegieren, wurde nach der Vernehmlassung verworfen. Beim Verhängen von Ordnungsbussen, die einen direkten Kontakt mit der zu büssenden Person erfordern, handelt es sich um eine polizeiliche Handlung. Die dafür notwendigen Kompetenzen lassen sich nur mit der anerkannten Ausbildung für Sicherheitsassistentinnen und Sicherheitsassistenten, welche die Angehörigen der Gemeindepolizeien absolvieren, garantieren.

Art. 13 Dauer der Übertragung

Mit diesem Artikel regelt das Gesetz den Grundsatz der Zuständigkeitsübertragung für bestimmte und unbestimmte Dauer (Abs. 1), insbesondere den Grundsatz, wonach die Zuständigkeit für Ordnungsbussen, die einen direkten Kontakt mit der zu büssenden Person erfordern, nur für 5 Jahre übertragen werden kann (Abs. 2) (abgesehen davon, dass die Kompetenzdelegation nur bei Gemeinden mit einer Gemeindepolizei möglich ist; vgl. Kommentar zu Art. 12 Abs. 2). Die begrenzte Dauer einiger Kompetenzdelegationen wird damit begründete, dass die Behörde, welche die öffentliche Aufgabe delegiert, die Einhaltung der Bedingungen überprüfen muss. Die KOBV legt für die einzelnen Ordnungsbussen fest, ob die Kompetenz dauerhaft oder für die Dauer von 5 Jahren übertragen wird. Da eine Ausbildungspflicht besteht, ist eine Meldung erforderlich, wenn es bei den büssenden Personen zu Wechseln kommt.

Art. 14 Erneuerung und Entzug von Kompetenzdelegationen

Dieser Artikel regelt die Einzelheiten der Erneuerung von Kompetenzdelegationen an die Gemeinden (Abs. 1). Absatz 2 sieht vor, dass der Staatsrat die Kompetenzdelegation entziehen kann, wenn sich eine Gemeinde nicht an den gesetzlichen Rahmen für die Ordnungsbussen hält. Wenn eine befristete Kompetenzdelegation abläuft, ist es Sache der Gemeinde, deren Erneuerung zu beantragen. Ansonsten dürfen nach Ablauf der 5 Jahre keine Ordnungsbussen mehr verhängt werden.

Art. 15 Art der Erhebung

Artikel 15 steckt den Rahmen ab, in dem Gemeinden mit einer Kompetenzdelegation agieren können. Es legt den Grundsatz der Zuständigkeit (Abs. 1), den Grundsatz der Territorialität (Abs. 2) und die Grenzen der Einsätze (Abs. 3) auf Gemeindeebene fest.

Art. 16 Aufsicht

Dieser Artikel verankert die Aufsicht, die die Kantonspolizei im Bereich Ordnungsbussen über die Gemeinden ausübt. Die Aufsicht besteht heute bereits im Rahmen der Richtlinie der Sicherheits- und Justizdirektion vom 22. Oktober 2012 über den Rahmen für die Zusammenarbeit zwischen der Kantonspolizei und den Gemeindepolizeien.

Diese Aufsicht wird nun verallgemeinert und auf das gesamte Personal, das mit der Erhebung von Ordnungsbussen beauftragt ist, erweitert. Es ist unbedingt notwendig, dass sich in diesem Bereich eine einheitliche Praxis etabliert, damit beispielsweise Ungleichbehandlungen oder nicht rechtskonforme Handhabungen verhindert werden können.

Art. 17 Beschränkung

Dieser Artikel sieht vor, dass die Zuständigkeit der Gemeinden für die Verhängung von Ordnungsbussen in der KOBV auf bestimmte Verstösse der aufgeführten Gesetzgebungen beschränkt werden kann. Bei den Gemeinden wird der Zuständigkeitsrahmen mit Ausnahme der Widerhandlungen, die besondere Kompetenzen erfordern, beibehalten.

4. Zuständigkeiten bei Scheitern oder Unanwendbarkeit des Ordnungsbussenverfahrens

Art. 18 Ordentliches Strafverfahren

Absatz 1 dieser Bestimmung wiederholt den Grundsatz, der bereits im Ordnungsbussengesetz des Bundes festgelegt ist. Bei einem Scheitern des vereinfachten Ordnungsbussenverfahrens im Sinne von Art. 6 Abs. 4, 4 Abs. 3 Bst. c und 13 OBG (weil die Zahlung innert der vorgegebenen Frist ausbleibt oder weil die beschuldigte Person das Verfahren ablehnt, vgl. Kapitel 3.3), wird ein ordentliches Strafverfahren eingeleitet. Dieser Grundsatz gilt sowohl für bundesrechtliche wie auch für kantonsrechtliche Übertretungen, bei denen das vereinfachte Verfahren anwendbar ist.

Das ordentliche Strafverfahren wird je nach Zuständigkeit von der Staatsanwaltschaft, von der Oberamtsperson oder vom Gemeinderat eingeleitet (vgl. Kommentar zu Art. 19–21).

Das Verfahren richtet sich nach dem Justizgesetz und nach den Strafbestimmungen, die vor den genannten Behörden anwendbar sind.

Im Allgemeinen und wie in Kapitel 2.1 (Schema des OB-Verfahrens) erwähnt, beinhaltet das ordentliche Strafverfahren in diesem Bereich einen Strafbefehl der zuständigen Strafbehörde, gegen den Einsprache eingereicht werden kann. In diesem Fall werden die Akten der Polizeirichterin oder dem Polizeirichter überwiesen.

Absatz 2 führt aus, dass die Strafbefehle zu kantonsrechtlichen Übertretungen an das in diesem Bereich zuständige Amt zu übermitteln sind. Bei einer Übertretung im Bereich des JaG, wird die Verfügung demnach dem Amt für Wald und Natur (WNA) zugestellt. Die Gemeinden und die gemäss diesem Gesetz zuständigen Personen sind ebenfalls zur Übermittlung verpflichtet.

Art. 19 Zuständigkeit der Staatsanwaltschaft

Absatz 1 dieses Artikel definiert die Zuständigkeit der Staatsanwaltschaft für die Beurteilung von Strafanzeigen, wenn das Ordnungsbussenverfahren scheitert, und listet die betreffenden Gesetzgebungen auf.

Absatz 2 verankert die Zuständigkeit der Staatsanwaltschaft für die Beurteilung von Strafanzeigen, wenn das Ordnungsbussenverfahren gemäss Artikel 4 Abs. 3 Bst. a, b und d OBG nicht anwendbar ist oder wenn die widerhandelnde Person unbekannt ist. Die Unanwendbarkeit gilt sowohl für kantonsrechtliche wie auch für bundesrechtliche Ordnungsbussen, weil die Bedingungen für das kantonale Ordnungsbussenverfahren im Bundesrecht festgelegt sind (s. Verweis auf Artikel 4 Abs. 1 KOBG).

Absatz 3 schliesslich legt fest, dass die Staatsanwaltschaft zuständig ist, wenn mehrere Ordnungsbussen auf der Grundlage verschiedener Gesetzgebungen verhängt werden und für das ordentliche Strafverfahren mehrere Behörden zuständig sind. Wenn zum Beispiel Wildhüter/innen-Fischereiaufseher/innen eine Ordnungsbusse aufgrund von BSG und JaG verhängen, sind für das ordentliche Verfahren verschiedene Behörden zuständig (Staatsanwaltschaft für das BSG und Oberamtsperson für das JaG). In einem solchen Fall werden alle Ordnungsbussen bei der Staatsanwaltschaft angezeigt, um zu vermeiden, dass zwei parallele Verfahren zu einem ähnlichen Sachverhalt geführt und der widerhandelnden Person zweimal Verfahrenskosten auferlegt werden.

Art. 20 Zuständigkeit der Oberamtsperson

Absatz 1 dieses Artikel definiert die Zuständigkeit der Oberamtsperson für die Beurteilung von Strafanzeigen, wenn das Ordnungsbussenverfahren scheitert, und listet die betreffenden Gesetzgebungen auf.

Es handelt sich um die Bereiche, für die die Oberamtspersonen heute zuständig sind. Das aktuelle System wird also beibehalten.

Art. 21 Zuständigkeit des Gemeinderats und Verfahren

Absatz 1 dieses Artikels definiert die Zuständigkeit des Gemeinderats für die Beurteilung von Strafanzeigen, wenn das Ordnungsbussenverfahren scheitert. Es handelt sich um alle Gesetzgebungen, für die der Gemeinde die Zuständigkeit für die Verhängung von Ordnungsbussen übertragen

wurde. In Frage kommen die Gesetzgebungen gemäss Artikel 11 des Gesetzes.

Absatz 2 regelt das Verfahren bei einem Scheitern des vereinfachten Ordnungsbussenverfahrens für Verstösse, die mit einer Ordnungsbusse geahndet werden können, für welche die Gemeinde über eine Kompetenzdelegation des Staatsrats im Sinne der Artikel 11 ff. dieses Gesetzes verfügt.

Art. 22 Ertrag der Ordnungsbussen

Dieser Artikel bedarf keines besonderen Kommentars. Er bestätigt das aktuelle System bei Kompetenzdelegationen an die Gemeinden, das in Artikel 26 AGSVG vorgesehen ist.

6. Übergangsbestimmungen

Art. 23 Zuständigkeiten

Absatz 1 legt fest, was geschieht, wenn sich eine Strafbehörde bereits mit einem ordentlichen Strafverfahren befasst, aber gemäss neuem Recht nicht mehr dafür zuständig ist. Es handelt sich beispielsweise um Strafverfahren, welche die Oberamtsperson führt, die aber nach Inkrafttreten des KOBG neu der Staatsanwaltschaft zufallen, d. h. bei Konkurrenz zwischen Verstössen, für die verschiedene Behörden zuständig sind (vgl. auch Kommentar zu Artikel 19 Abs. 3).

Art. 24 An Gemeinden erteilte Kompetenzdelegationen

Dieser Artikel legt fest, was mit Kompetenzdelegationen an Gemeinden geschieht, die der Staatsrat nach altem Recht erteilt hat. Da ausserdem die Bedingungen für die Übertragung von Zuständigkeiten an die Gemeinden geändert wurden (vgl. Kommentar zu Artikel 8 und Kapitel 4.3), gilt es zu regeln, was bei Inkrafttreten des neuen Rechts mit den bereits delegierten Kompetenzen geschieht, die nach neuem Recht nicht mehr übertragen werden.

Gemäss Absatz 1 müssen Gemeinden, denen nach altem Recht eine Kompetenzdelegation erteilt wurde, innert sechs Monaten nach Inkrafttreten des KOBG eine neue Kompetenzdelegation beantragen. Die Gemeinden werden nach Inkrafttreten des Gesetzes individuell über diese Pflicht informiert. Damit soll sichergestellt werden, dass die Kompetenzdelegationen an die Gemeinden innert kurzer Frist einheitlich sind und dass das alte Delegationssystem nach dem Inkrafttreten des Gesetzes nicht zu lange weiterbesteht.

Absatz 2 führt aus, dass die Gemeinden bis zur Erneuerung ihrer Kompetenzdelegation weiterhin die Ordnungsbussen verhängen dürfen, die ihnen der Staatsrat übertragen hat.

5.2. Änderung und Aufhebung kantonalen Rechts

5.2.1. Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration (AGAIG; SGF 114.22.1)

Art. 8 Abs. 1 (geändert)

In Artikel 8 zu den Strafbestimmungen wird neu ausdrücklich das Ordnungsbussenverfahren vorbehalten, zusätzlich zur Strafverfolgung nach dem Justizgesetz (JG; SGF 130), in dem das Ordnungsbussenverfahren nicht erwähnt wird. Die OBV sieht nämlich im Bereich Ausländerrecht Übertretungen vor, die nun mit Ordnungsbussen geahndet werden können (OB 1001: *Missachtung der Mitwirkungspflicht bei der Beschaffung der Ausweispapiere, gemäss Art. 120 Abs. 1 Bst. e AIG*; OB 2001: *Verletzung der Auskunftspflicht durch Verweigerung von Angaben, gemäss Art. 116 Bst. a AsylG*).

5.2.2. Gesetz über die Gemeinden (GG; SGF 140.1)

Es wird ein neuer allgemeiner Artikel 85a zu Gemeindesanktionen eingeführt, mit dem den Gemeinden die Kompetenz zur Verhängung von Ordnungsbussen gemäss KOBG erteilt wird. Gleichzeitig werden die übrigen strafrechtlichen Sanktionen, die in den entsprechenden Artikeln im GG und in der Spezialgesetzgebung geregelt sind, vorbehalten.

Bei Artikel 86 wird ein neuer Absatz 1a angefügt. Er verankert die Zuständigkeit des Gemeinderats für Strafbefehle bei einem Scheitern des vereinfachten Ordnungsbussenverfahrens im Fall von Ordnungsbussen, die von der Gemeinde verhängt werden können. In der Praxis erlassen die Gemeinderäte bereits heute Strafbefehle für die Ordnungsbussen, die ihnen der Staatsrat delegiert hat. Dies ist jedoch im GG nicht explizit geregelt. In Anwendung des Legalitätsprinzips ist diese Lücke zu schliessen.

5.2.3. Gesetz über das Handelsregisteramt (HRAG; SGF 220.3)

Art. 4 Abs. 2 (geändert)

Diese Änderung ist rein formaler Natur. In dieser Bestimmung wird der Begriff «*Ordnungsbusse*» verwendet, ohne dass damit tatsächlich das vereinfachte Ordnungsbussenverfahren gemeint wäre. Diese Begriffsverwirrung im kantonalen Recht ist deshalb zu korrigieren.

5.2.4. Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch (EGStGB; SGF 31.1)

Art. 9 Abs. 2 (geändert)

In diesem Absatz wird neu die Ordnungsbussengesetzgebung von Bund und Kanton vorbehalten.

Art. 10 Abs. 1 (geändert), Abs. 3 (geändert)

Absatz 1 dieses Artikels wird einerseits geändert, damit bei Verstössen gegen kantonales Recht die gemeinnützige Arbeit gemäss Artikel 79a des Schweizerischen Strafgesetzbuchs (StGB; SR 311.0) angewendet werden kann. Der Verweis auf Artikel 79a StGB fehlt derzeit im EGStGB, weil die Sanktionenreform auf Bundesebene erst nach Inkrafttreten des EGStGB erfolgte und dieses seither nicht entsprechend geändert wurde. Andererseits wird in Absatz 1 neu die Ordnungsbussengesetzgebung von Bund und Kanton vorbehalten.

In Absatz 3 wird der Verweis auf den aufgehobenen Artikel 102a StGB gestrichen.

5.2.5. Gesetz über die direkten Kantonssteuern (DStG; SGF 631.1)

Art. 147 Abs. 1 (geändert)

Diese Änderung ist rein formaler Natur. In dieser Bestimmung wird der Begriff «*Ordnungsbusse*» verwendet, ohne dass damit tatsächlich das vereinfachte Ordnungsbussenverfahren gemeint wäre. Diese Begriffsverwirrung im kantonalen Recht ist deshalb zu korrigieren.

5.2.6. Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG; SGF 721.0.1)

Art. 57 Abs. 4 (neu)

Im neuen Absatz 4 werden die Übertretungen vorbehalten, die gemäss kantonaler Gesetzgebung mit Ordnungsbussen strafbar sind.

Art. 58 Abs. 1 (geändert)

In Absatz 1 wird der Verweis auf die Artikel 54a ff. JaG gestrichen und stattdessen ein allgemeiner Verweis auf die Ordnungsbussengesetzgebung von Kanton und Bund eingefügt. Nun wird die Möglichkeit des Staatsrats, bei Übertretungen gegen die kantonale Gesetzgebung (z. B. das JaG) Ordnungsbussen vorzusehen, direkt in der kantonalen Gesetzgebung geregelt.

5.2.7. Gesetz über die Hundehaltung (HHG; SGF 725.3)

Art. 44 Abs. 2 (geändert)

Absatz 2 enthält neu einen Vorbehalt zu den kantonsrechtlichen Widerhandlungen, die mit Ordnungsbussen geahndet werden. Es handelt sich um einen Vorbehalt und einen Verweis auf das KOBG.

Art. 44a–44d (aufgehoben)

Da das Verfahren für kantonale Ordnungsbussen nun in der KOBG geregelt wird, sind diese Artikel obsolet und deshalb aufzuheben.

Art. 44e Abs. 1 (geändert), Abs. 2 (aufgehoben)

Absatz 1 enthält neu einen Verweis auf die Ordnungsbussengesetzgebung von Bund und Kanton, d. h. auf KOBG, KOBV, OBG und OBV.

Absatz 2 wird aufgehoben, weil sein materieller Inhalt in angepasster Form in Artikel 44 Abs. 2 übernommen wird (vgl. Kommentar zu Artikel 44 Abs. 2).

5.2.8. Gesetz zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (AGSVG; SGF 781.1)

Art. 1 Abs. 1 (geändert)

Da die Anwendung der Ordnungsbussengesetzgebung des Bundes nun im KOBG geregelt wird, ist der Verweis auf das OBG in dieser Bestimmung obsolet.

Art. 17 Abs. 1 (geändert)

Absatz 1 enthält neu einen Verweis auf die Ordnungsbussengesetzgebung von Bund und Kanton, d. h. auf KOBG, KOBV, OBG und OBV.

Abschnitt 6 – Art. 23–26 (aufgehoben)

Diese Bestimmungen wurden mehrheitlich in das KOBG und die KOBV übertragen. Sie sind deshalb aufzuheben.

5.2.9. Ausführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über die Binnenschifffahrt (AGBSG; SGF 785.1)

Art. 15 Abs. 1 (geändert)

Absatz 1 enthält neu einen Verweis auf die Ordnungsbussengesetzgebung von Bund und Kanton, d. h. auf KOBG, KOBV, OBG und OBV.

5.2.10. Gesetz über die Abfallbewirtschaftung (ABG; SGF 810.2)

Art. 12 Abs. 3 (neu)

Obwohl die gesetzliche Bestimmung zum Littering in Absatz 2 von Artikel 12 enthalten ist, gilt es, das gemäss GG verbotene Verhalten explizit zu regeln, um dem Legalitätsprinzip gerecht zu werden.

Art. 36 Abs. 1 (geändert), Abs. 3a (neu), Abs. 3b (neu), Abs. 4 (geändert), Abs. 5 (geändert)

In Absatz 1 wird die Erwähnung von Vorsatz und Fahrlässigkeit gestrichen. Artikel 10 Abs. 2 EGStGB sieht nämlich vor, dass Widerhandlungen gegen kantonales Recht auch dann strafbar sind, wenn sie fahrlässig begangen wurden. Um im kantonalen Recht Kohärenz herzustellen, sind die erwähnten Begriffe aus dem ABG zu streichen¹.

Absatz 3a wird hinzugefügt, um den Inhalt von Artikel 36a Abs. 2 zu übernehmen, der seinerseits aufgehoben wird.

Der neue Absatz 3b enthält einen Vorbehalt zu den kantonalen Widerhandlungen, die mit Ordnungsbussen geahndet werden. Es handelt sich um einen Vorbehalt und einen Verweis auf das KOBG.

Absatz 4 enthält neu einen Verweis auf die Ordnungsbussengesetzgebung von Bund und Kanton, d. h. auf KOBG, KOBV, OBG und OBV. Ausserdem wurden die Verweise auf die aufgehobenen Artikel 36a–36g gestrichen.

Der Vorbehalt von Artikel 36a Abs. 1 (letzter Satz), der auf die Spezialgesetzgebung im Bereich Littering verwies, wird in Absatz 5 übernommen, da Artikel 36a aufgehoben wird.

Art. 36a–36g (aufgehoben)

Diese Bestimmungen wurden mehrheitlich in das KOBG und die KOBV übertragen. Sie sind deshalb aufzuheben.

5.2.11. Gesetz über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (WSG; SGF 921.1)

Art. 77 Abs. 1 (geändert), Abs. 3a (neu), Abs. 4 (geändert), Abs. 6 (aufgehoben)

Die Verweise auf die Artikel 27 Abs. 2 (Missachtung von Zugänglichkeitsbeschränkungen in bestimmten Waldgebieten) und 28 Abs. 1 (Einschränkung des freien Betretens des Waldes durch die Waldeigentümerinnen und -eigentümer) werden gestrichen, weil das Bundesrecht ähnliche Übertretungen vorsieht. Es wird darauf hingewiesen, dass es sich hierbei nicht um Ordnungsbussen, sondern um gewöhnliche

¹ In diesem Zusammenhang sei erwähnt, dass Artikel 44 Abs. 1 HHG nicht geändert wird, weil er eben gerade eine Ausnahme von der Strafbarkeit der Fahrlässigkeit vorsieht.

Bussen handelt. Es wird vorgeschlagen, das kantonale Recht auch in dieser Hinsicht zu bereinigen.

Ausserdem wird in Absatz 1 die Erwähnung von Vorsatz und Fahrlässigkeit gestrichen. Artikel 10 Abs. 2 EGStGB sieht nämlich vor, dass Widerhandlungen gegen kantonales Recht auch dann strafbar sind, wenn sie fahrlässig begangen wurden. Um im kantonalen Recht Kohärenz herzustellen, sind die erwähnten Begriffe aus dem WSG zu streichen.

> *Einschränkung des freien Betretens des Waldes durch die Waldeigentümerinnen und -eigentümer*

Gemäss Artikel 77 Abs. 1 Bst. a WSG werden Verstösse gegen Artikel 27 Abs. 2 WSG mit einer kantonalen Busse von 20 000 bis max. 50 000 Franken bestraft. Artikel 77 Abs. 2 WSG sieht vor, dass in Fällen, in denen der fragliche Sachverhalt unter die Strafbestimmungen des Bundesgesetzes fällt, nur diese anwendbar sind. Gemäss Artikel 43 Abs. 1 Bst. b WaG wird mit einer (bundesrechtlichen) Busse bestraft, wer die Zugänglichkeit eines Waldes vorsätzlich und ohne Berechtigung einschränkt (Art. 14 Abs. 1 WaG). Folglich konkurrieren sich in diesem Fall die Bestimmungen des Bundes und des Kantons. Demnach ist der Verweis auf Artikel 27 Abs. 2 WSG aus der Liste der Übertretungen kantonalen Rechts in Artikel 77 Abs. 1 Bst. a WSG zu streichen, obwohl es sich nicht um eine kantonsrechtliche Ordnungsbusse handelt.

> *Missachtung von Zugänglichkeitsbeschränkungen in bestimmten Waldgebieten*

Zu Artikel 28 Abs. 1 ist zu sagen, dass mit der neuen Ordnungsbusse 11001 des Bundes von 100 Franken bestraft wird, wer Zugänglichkeitsbeschränkungen in bestimmten Waldgebieten missachtet (Art. 14 Abs. 2 Bst. a und 43 Abs. 1 Bst. c WaG). Artikel 14 Abs. 2 Bst. a WaG nennt die Erhaltung des Waldes und andere öffentliche Interessen, wie den Schutz von Pflanzen und wild lebenden Tieren, als Gründe für die Verpflichtung der Kantone, die Zugänglichkeit für bestimmte Waldgebiete einzuschränken. Im kantonalen Recht geht aus den Artikeln 28 Abs. 1 WSG, 77 Abs. 1 WSG und 27 WSR hervor, dass Einzäunungen zum Schutz junger Bestände zulässig sind und dass das Amt für Wald und Natur (WNA) Einzäunungen für wissenschaftliche Versuche bewilligen kann. Gemäss Artikel 77 Abs. 1 WSG werden Verstösse gegen diese Bestimmung als kantonsrechtliche Übertretungen bestraft. Artikel 77 Abs. 2 WSG sieht hingegen vor, dass in Fällen, in denen der fragliche Sachverhalt unter die Strafbestimmungen des Bundesgesetzes fällt, nur diese anwendbar sind. Demzufolge ist der Verweis auf Artikel 28 Abs. 1 WSG aus der Liste der Übertretungen kantonalen Rechts in Artikel 77 Abs. 1 Bst. a WSG zu streichen, obwohl es sich nicht um eine kantonsrechtliche Ordnungsbusse handelt.

Der neue Absatz 3a enthält einen Vorbehalt zu den kantonalen Widerhandlungen, die mit Ordnungsbusse geahndet werden. Es handelt sich um einen Vorbehalt und einen Verweis auf das KOBG. Der Inhalt wurde aus dem aktuellen Absatz 6 übernommen und abgeändert. Zur Verbesserung der Systematik wird er weiter oben platziert. Absatz 6 wird demnach aufgehoben.

In Absatz 4 wird bei Widerhandlungen, die mit einer kantonsrechtlichen Ordnungsbusse bestraft werden, neu die Strafbarkeit von Versuch und Gehilfenschaft ausgeschlossen.

Art. 77a–77d (aufgehoben)

Diese Bestimmungen wurden mehrheitlich in das KOBG und die KOBV übertragen. Sie sind deshalb aufzuheben.

5.2.12. Gesetz über die Jagd sowie den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume (JaG; SGF 922.1)

Art. 54 Abs. 1 (geändert), Abs. 2a (neu), Abs. 3 (geändert), Abs. 4 (aufgehoben)

In Absatz 1 wird die Erwähnung von Vorsatz und Fahrlässigkeit gestrichen. Artikel 10 Abs. 2 EGStGB sieht nämlich vor, dass Widerhandlungen gegen kantonales Recht auch dann strafbar sind, wenn sie fahrlässig begangen wurden. Um im kantonalen Recht Kohärenz herzustellen, sind die erwähnten Begriffe aus dem JAG zu streichen.

Der neue Absatz 2a enthält einen Vorbehalt zu den kantonalen Widerhandlungen, die mit Ordnungsbusse geahndet werden. Es handelt sich um einen Vorbehalt und einen Verweis auf das KOBG. Der Inhalt wurde aus dem aktuellen Absatz 4 übernommen und abgeändert. Zur Verbesserung der Systematik wird er weiter oben platziert. Absatz 4 wird demnach aufgehoben.

In Absatz 3 wird bei Widerhandlungen, die mit einer kantonsrechtlichen Ordnungsbusse bestraft werden, neu die Strafbarkeit von Versuch und Gehilfenschaft ausgeschlossen.

Art. 54a–54d (aufgehoben)

Diese Bestimmungen wurden mehrheitlich in das KOBG und die KOBV übertragen. Sie sind deshalb aufzuheben.

Art. 55 Abs. 1 (geändert)

Absatz 1 enthält neu einen Verweis auf die Ordnungsbussengesetzgebung von Bund und Kanton, d. h. auf KOBG, KOBV, OBG und OBV. Ausserdem wurden die Verweise auf die aufgehobenen Artikel 54a–54d gestrichen.

5.2.13. Gesetz über die Fischerei (FischG; SGF 923.1)

Art. 45 Abs. 2 (*geändert*), **Abs. 3** (*neu*)

Absatz 2 enthält neu einen Vorbehalt zu den kantonsrechtlichen Widerhandlungen, die mit Ordnungsbussen geahndet werden. Es handelt sich um einen Vorbehalt und einen Verweis auf das KOBG.

Im neuen Absatz 3 wird bei Widerhandlungen, die mit einer kantonsrechtlichen Ordnungsbusse bestraft werden, die Strafbarkeit von Versuch und Gehilfenschaft ausgeschlossen.

Art. 45a–45e (*aufgehoben*)

Diese Bestimmungen wurden mehrheitlich in das KOBG und die KOBV übertragen. Sie sind deshalb aufzuheben.

Art. 49 Abs. 1 (*geändert*)

Absatz 1 enthält neu einen Verweis auf die Ordnungsbussengesetzgebung von Bund und Kanton, d. h. auf KOBG, KOBV, OBG und OBV.

6. Auswirkungen des Entwurfs

6.1. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Es ist schwierig, die finanziellen Auswirkungen eines solchen Entwurfs abzuschätzen, da die Kompetenzen der staatlichen Stellen und der Gemeinden zur Verhängung von Ordnungsbussen geändert und erweitert werden. Die Zu- oder Abnahmen der Einnahmen als einzig vorhersehbare Konsequenz sind zum jetzigen Zeitpunkt nicht quantifizierbar.

Der Entwurf verursacht dem Staat keine zusätzlichen Personalkosten.

6.2. Auswirkungen auf die Aufgaben- verteilung Staat–Gemeinden

Der Entwurf ändert die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden eigentlich nicht. Die Gemeinden bekommen lediglich die Möglichkeit, sich zusätzliche Kompetenzen zur Verhängung von Ordnungsbussen übertragen zu lassen, wobei die entsprechenden Bedingungen gesetzlich geregelt sind. Die neue Regelung ist für die Gemeinden in keiner Weise obligatorisch und überlässt es ihrem freien Ermessen, ob sie eine neue Kompetenz zur Verhängung von Ordnungsbussen beantragen wollen.

6.3. Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht

Der Entwurf stimmt mit übergeordnetem Recht überein, da das neue OBG vorsieht, dass die Kantone die Organe bezeichnen, die für die Erhebung von Ordnungsbussen zuständig sind (Art. 2 Abs. 1 OBG).

Loi sur les amendes d'ordre de droit cantonal et de droit fédéral (LCAO)

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: **33.1**
Modifié(s): 114.22.1 | 140.1 | 220.3 | 31.1 | 631.1 | 721.0.1 | 725.3 | 781.1 |
785.1 | 810.2 | 921.1 | 922.1 | 923.1
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 335 al. 2 du code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP);
Vu l'article 2 al. 1 de la loi fédérale du 18 mars 2016 sur les amendes d'ordre
(LAO);
Vu les articles 53 et 76 al. 2 de la Constitution du canton de Fribourg du
16 mai 2004 (Cst.);
Vu le message 2021-DSJ-126 du Conseil d'Etat du 24 août 2021;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

1 Dispositions générales

Art. 1 Objet

¹ La présente loi:

Gesetz über kantons- und bundesrechtliche Ordnungsbussen (KOBG)

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: **33.1**
Geändert: 114.22.1 | 140.1 | 220.3 | 31.1 | 631.1 | 721.0.1 | 725.3 | 781.1 |
785.1 | 810.2 | 921.1 | 922.1 | 923.1
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 335 Abs. 2 des Schweizerischen Strafgesetzbuchs vom
21. Dezember 1937 (StGB);
gestützt auf Artikel 2 Abs. 1 des Ordnungsbussengesetzes des Bundes vom
18. März 2016 (OBG);
gestützt auf die Artikel 53 und 76 Abs. 2 der Verfassung des Kantons Freiburg
vom 16. Mai 2004 (KV);
nach Einsicht in die Botschaft 2021-DSJ-126 des Staatsrats vom 24. August
2021;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

1 Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand

¹ Dieses Gesetz:

- a) fixe les principes généraux concernant les amendes d'ordre de droit cantonal et détermine les domaines dans lesquels de telles amendes peuvent être infligées;
- b) définit les autorités et organes compétents pour infliger les amendes d'ordre prévues par le droit fédéral (ci-après: amendes d'ordre de droit fédéral) et les amendes d'ordre prévues par le droit cantonal (ci-après: amendes d'ordre de droit cantonal) ainsi que les autorités compétentes en cas d'échec de la procédure simplifiée d'amende d'ordre ou d'inapplicabilité de la procédure de l'amende d'ordre;
- c) règle l'attribution du produit des amendes d'ordre.

Art. 2 Champ d'application

¹ La présente loi ne s'applique pas aux infractions commises par une personne âgée de moins de 15 ans au moment des faits.

2 Amendes d'ordre de droit cantonal

Art. 3 Principes

¹ Peuvent être sanctionnées par une amende d'ordre de droit cantonal les infractions de peu d'importance aux dispositions figurant dans:

- a) la législation sur la protection de la nature et du paysage;
- b) la législation sur la détention des chiens;
- c) la législation sur la gestion des déchets;
- d) la législation sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles;
- e) la législation sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leur biotopes;
- f) la législation sur la pêche.

² Le Conseil d'Etat établit la liste des amendes d'ordre de droit cantonal et détermine le montant forfaitaire de ces amendes. La limite supérieure du montant des amendes d'ordre correspond à celle qui est prévue par la loi fédérale sur les amendes d'ordre.

³ Il n'est tenu compte ni des antécédents ni de la situation personnelle du prévenu ou de la prévenue.

- a) legt die allgemeinen Grundsätze für die kantonsrechtlichen Ordnungsbussen fest und bestimmt die Bereiche, in denen solche Bussen verhängt werden können;
- b) bezeichnet die Behörden und Organe, die für die Verhängung der im Bundesrecht vorgesehenen Ordnungsbussen (bundesrechtliche Ordnungsbussen) und der im Kantonsrecht vorgesehenen Ordnungsbussen (kantonsrechtliche Ordnungsbussen) zuständig sind, sowie die Behörden, die bei einem Scheitern des vereinfachten Ordnungsbussenverfahrens oder bei Nichtanwendbarkeit des Ordnungsbussenverfahrens zuständig sind;
- c) regelt die Zuteilung des Ertrags der Ordnungsbussen.

Art. 2 Anwendungsbereich

¹ Dieses Gesetz ist nicht anwendbar, wenn die Widerhandlung von einer Person begangen wurde, die zum Zeitpunkt der Tat das 15. Altersjahr nicht vollendet hatte.

2 Kantonsrechtliche Ordnungsbussen

Art. 3 Grundsätze

¹ Mit einer kantonsrechtlichen Ordnungsbusse bestraft werden können geringfügige Verstösse gegen Bestimmungen der folgenden Gesetzgebungen:

- a) Gesetzgebung über den Natur- und Landschaftsschutz;
- b) Gesetzgebung über die Hundehaltung;
- c) Gesetzgebung über die Abfallbewirtschaftung;
- d) Gesetzgebung über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen;
- e) Gesetzgebung über die Jagd und den Schutz wild lebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume;
- f) Gesetzgebung über die Fischerei.

² Der Staatsrat erstellt eine Liste der kantonsrechtlichen Ordnungsbussen und legt die Pauschalbeträge für die Bussen fest. Der Höchstbetrag der Ordnungsbussen entspricht dem Betrag, der im Ordnungsbussengesetz des Bundes vorgesehen ist.

³ Vorleben und persönliche Verhältnisse der beschuldigten Person werden nicht berücksichtigt.

Art. 4 Procédure de l'amende d'ordre

¹ La procédure cantonale de l'amende d'ordre est régie par les dispositions de la législation fédérale sur les amendes d'ordre relatives à la procédure, à ses modalités et à ses conditions, applicables par analogie.

² La procédure en cas de concours d'infractions prévue par la législation fédérale s'applique aussi en cas de concours entre une ou plusieurs infractions au droit fédéral et une ou plusieurs infractions au droit cantonal.

³ Les amendes d'ordre de droit cantonal peuvent également être infligées dans le cadre de la procédure pénale ordinaire.

3 Compétences pour infliger les amendes d'ordre

3.1 En général

Art. 5 Autorités compétentes

¹ Sont compétents pour infliger des amendes d'ordre de droit fédéral et de droit cantonal:

- a) la Police cantonale, de manière générale pour toutes les amendes d'ordre;
- b) les organes mentionnés aux articles 7 et suivants de la présente loi;
- c) les communes, lorsque le Conseil d'Etat leur a délégué la compétence en vertu des articles 11 et suivants, pour les amendes d'ordre spécifiquement mentionnées dans la délégation.

Art. 6 Obligations communes

¹ Les personnes qui infligent une amende d'ordre doivent pouvoir justifier leur qualité de représentant ou représentante d'un organe autorisé à infliger l'amende d'ordre avec l'un des moyens suivants:

- a) l'uniforme de service;
- b) le signe distinctif propre à l'organe, porté visiblement;
- c) la carte de légitimation.

² Les personnes qui infligent des amendes d'ordre doivent disposer d'une formation reconnue. La Police cantonale est responsable de la formation. La réglementation d'exécution précise les exigences relatives à la formation.

Art. 4 Ordnungsbussenverfahren

¹ Das kantonale Ordnungsbussenverfahren richtet sich nach den Bestimmungen der Ordnungsbussengesetzgebung des Bundes zum Verfahren sowie zu dessen Einzelheiten und Bedingungen, die sinngemäss anwendbar sind.

² Das Konkurrenzverfahren gemäss Bundesgesetzgebung ist auch bei Konkurrenz zwischen einem oder mehreren Verstössen gegen Bundesrecht und bei einem oder mehreren Verstössen gegen Kantonsrecht anwendbar.

³ Die kantonsrechtlichen Ordnungsbussen können auch im ordentlichen Strafverfahren verhängt werden.

3 Zuständigkeiten für die Verhängung von Ordnungsbussen

3.1 Im Allgemeinen

Art. 5 Zuständige Behörden

¹ Zuständig für die Verhängung von bundesrechtlichen und kantonsrechtlichen Ordnungsbussen sind:

- a) die Kantonspolizei; allgemein und für alle Ordnungsbussen;
- b) die Organe nach Artikel 7 ff. dieses Gesetzes;
- c) die Gemeinden, wenn ihnen der Staatsrat die Zuständigkeit gemäss Artikel 11 ff. übertragen hat, für die in der Kompetenzdelegation ausdrücklich erwähnten Ordnungsbussen.

Art. 6 Allgemeine Pflichten

¹ Personen, die Ordnungsbussen verhängen, müssen ihre Funktion als Vertreterin oder Vertreter eines Organs, das Ordnungsbussen verhängen darf, mit einem der folgenden Mittel belegen können:

- a) Dienstuniform;
- b) sichtbar getragenes Kennzeichen des Organs;
- c) Dienstausweis.

² Personen, die Ordnungsbussen verhängen, müssen über eine anerkannte Ausbildung verfügen. Die Kantonspolizei ist für die Ausbildung zuständig. Die Ausbildungsanforderungen werden im Ausführungsreglement geregelt.

3.2 Compétences spécifiques

Art. 7 Gardes-faune

¹ Les gardes-faune sont compétents pour infliger des amendes d'ordre pour les infractions à:

- a) la législation fédérale et cantonale sur la protection de la nature et du paysage;
- b) la législation fédérale sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions;
- c) la législation fédérale sur la navigation intérieure;
- d) la législation fédérale et cantonale sur les forêts;
- e) la législation fédérale et cantonale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages;
- f) la législation fédérale et cantonale sur la pêche;
- g) la législation cantonale sur la détention des chiens;
- h) la législation cantonale sur la gestion des déchets.

Art. 8 Surveillants et surveillantes des réserves naturelles

¹ Les surveillants et surveillantes des réserves naturelles sont compétents pour infliger des amendes d'ordre dans les réserves naturelles et les zones de tranquillité qui leur sont attribuées par la Direction en charge des forêts et de la nature ¹⁾ pour les infractions à:

- a) la législation fédérale et cantonale sur la protection de la nature et du paysage;
- b) la législation fédérale sur la navigation intérieure;
- c) la législation fédérale et cantonale sur les forêts;
- d) la législation fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages ainsi qu'aux ordonnances cantonales sur les zones de tranquillité;
- e) la législation cantonale sur la détention des chiens;
- f) la législation cantonale sur la gestion des déchets.

¹⁾ Actuellement: Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

3.2 Besondere Zuständigkeiten

Art. 7 Wildhüterinnen-Fischereiaufseherinnen und Wildhüter-Fischereiaufseher

¹ Die Wildhüterinnen-Fischereiaufseherinnen und Wildhüter-Fischereiaufseher sind zuständig für die Verhängung von Ordnungsbussen wegen Verstössen gegen die folgenden Gesetzgebungen:

- a) eidgenössische und kantonale Gesetzgebung über den Natur- und Landschaftsschutz;
- b) eidgenössische Gesetzgebung über Waffen, Waffenzubehör und Munition;
- c) eidgenössische Gesetzgebung über die Binnenschifffahrt;
- d) eidgenössische und kantonale Gesetzgebung über den Wald;
- e) eidgenössische und kantonale Gesetzgebung über die Jagd und den Schutz wild lebender Säugetiere und Vögel;
- f) eidgenössische und kantonale Gesetzgebung über die Fischerei;
- g) kantonale Gesetzgebung über die Hundehaltung;
- h) kantonale Gesetzgebung über die Abfallbewirtschaftung.

Art. 8 Aufseherinnen und Aufseher in den Naturschutzgebieten

¹ Die Aufseherinnen und Aufseher in den Naturschutzgebieten sind in den Naturschutzgebieten und Wildruhezonen, die ihnen von der für Wald und Natur zuständigen Direktion ¹⁾ zugewiesen werden, zuständig für die Verhängung von Ordnungsbussen wegen Verstössen gegen die folgenden Gesetzgebungen:

- a) eidgenössische und kantonale Gesetzgebung über den Natur- und Landschaftsschutz;
- b) eidgenössische Gesetzgebung über die Binnenschifffahrt;
- c) eidgenössische und kantonale Gesetzgebung über den Wald;
- d) eidgenössische Gesetzgebung über die Jagd und den Schutz wild lebender Säugetiere und Vögel sowie kantonale Verordnungen über die Wildruhezonen;
- e) kantonale Gesetzgebung über die Hundehaltung;
- f) kantonale Gesetzgebung über die Abfallbewirtschaftung.

¹⁾ Heute: Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft.

Art. 9 Contrôleurs et contrôleuses officiels-les du service chargé des affaires vétérinaires

¹ Les contrôleurs ou contrôleuses officiels du service chargé des affaires vétérinaires ²⁾ sont compétents pour infliger des amendes d'ordre pour les infractions à la législation cantonale sur la détention des chiens.

Art. 10 Limites

¹ La réglementation d'exécution peut limiter ces compétences à certaines infractions.

3.3 Délégation aux communes

Art. 11 Principes

¹ Le Conseil d'Etat peut déléguer aux communes qui en font la requête la compétence d'infliger des amendes d'ordre pour les infractions à:

- a) la législation fédérale sur la circulation routière;
- b) la législation fédérale sur la concurrence déloyale;
- c) la législation fédérale sur la protection de l'environnement;
- d) la législation fédérale sur la protection contre le tabagisme passif;
- e) la législation fédérale et cantonale sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles;
- f) la législation fédérale sur la navigation intérieure;
- g) la législation cantonale sur la gestion des déchets;
- h) la législation cantonale sur la détention des chiens.

² Lorsque des circonstances particulières l'exigent, afin de garantir l'ordre et la sécurité publics et la salubrité, le Conseil d'Etat peut, sur proposition de la Direction en charge de la sécurité ³⁾ (ci-après: la Direction), déléguer aux communes, pour une durée déterminée, la compétence d'infliger des amendes d'ordre pour des infractions à d'autres législations que celles figurant à l'alinéa 1.

²⁾ Actuellement: Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires.

³⁾ Actuellement: Direction de la sécurité et de la justice.

Art. 9 Amtliche Kontrolleurinnen und Kontrolleure des Amtes für Veterinärwesen

¹ Die amtlichen Kontrolleurinnen und Kontrolleure des Amtes für Veterinärwesen ²⁾ sind zuständig für die Verhängung von Ordnungsbussen wegen Verstössen gegen die kantonale Gesetzgebung über die Hundehaltung.

Art. 10 Beschränkung

¹ Die Zuständigkeit kann im Ausführungsreglement auf bestimmte Widerhandlungen beschränkt werden.

3.3 Übertragung an die Gemeinden

Art. 11 Grundsätze

¹ Der Staatsrat kann den Gemeinden auf Antrag die Zuständigkeit für die Verhängung von Ordnungsbussen wegen Verstössen gegen die folgenden Gesetzgebungen übertragen:

- a) eidgenössische Gesetzgebung über den Strassenverkehr;
- b) eidgenössische Gesetzgebung über den unlauteren Wettbewerb
- c) eidgenössische Gesetzgebung über den Umweltschutz;
- d) eidgenössische Gesetzgebung über den Schutz vor Passivrauchen;
- e) die eidgenössische und kantonale Gesetzgebung über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen;
- f) eidgenössische Gesetzgebung über die Binnenschifffahrt;
- g) kantonale Gesetzgebung über die Abfallbewirtschaftung;
- h) die kantonale Gesetzgebung über die Hundehaltung.

² Wenn es besondere Umstände erfordern, kann der Staatsrat auf Vorschlag der für Sicherheit zuständigen Direktion ³⁾ (die Direktion) den Gemeinden für eine begrenzte Dauer die Zuständigkeit für die Verhängung von Ordnungsbussen wegen Widerhandlungen gegen andere Gesetzgebungen als den in Absatz 1 genannten Gesetzgebungen übertragen, um die öffentliche Ordnung und Sicherheit sowie Sauberkeit und Hygiene zu gewährleisten.

²⁾ Heute: Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen.

³⁾ Heute: Sicherheits- und Justizdirektion.

³ Le Conseil d'Etat arrête, sur préavis de la Direction, pour chaque commune, la liste des amendes d'ordre qu'elle est en droit d'infliger.

Art. 12 Conditions

¹ Le Conseil d'Etat délègue aux communes la compétence d'infliger des amendes d'ordre aux conditions suivantes:

- a) La commune dispose d'un règlement de portée générale autorisant le conseil communal à percevoir des amendes d'ordre et désignant les organes compétents pour infliger des amendes d'ordre;
- b) Les agents et agentes préposés à la perception des amendes d'ordre disposent d'une formation reconnue au sens de l'article 6 al. 2;
- c) La commune doit garantir que les agents ou agentes chargés de percevoir les amendes d'ordre respecteront les exigences d'identification. L'uniforme ou le signe distinctif de ces agents ou agentes doit être différent de ceux utilisés par la Police cantonale au sens de l'article 6 al. 1;
- d) La commune dispose de formulaires conformes aux exigences de la législation fédérale sur les amendes d'ordre.

² Le Conseil d'Etat ne délègue la compétence d'infliger des amendes d'ordre nécessitant un contact direct avec les administré-e-s qu'aux communes disposant d'une police communale. La réglementation d'exécution peut prévoir cette condition pour d'autres amendes d'ordre ne nécessitant pas le contact direct avec les administré-e-s.

Art. 13 Durée

¹ La réglementation d'exécution distingue les amendes d'ordre dont la compétence peut être déléguée pour une durée indéterminée de celles dont la compétence peut être déléguée pour une durée de cinq ans.

² La compétence d'infliger des amendes d'ordre nécessitant un contact direct avec les administré-e-s ne peut être déléguée que pour cinq ans.

³ Der Staatsrat beschliesst nach Anhörung der Direktion für jede Gemeinde eine Liste der Ordnungsbussen, die sie verhängen darf.

Art. 12 Bedingungen

¹ Der Staatsrat überträgt den Gemeinden die Zuständigkeit für die Verhängung von Ordnungsbussen unter den folgenden Bedingungen:

- a) Die Gemeinde verfügt über ein allgemeines Gemeindereglement, das den Gemeinderat ermächtigt, Ordnungsbussen zu erheben, und das die für die Verhängung der Ordnungsbussen zuständigen Organe bezeichnet.
- b) Die Amtsträgerinnen und Amtsträger, die mit der Verhängung der Ordnungsbussen beauftragt sind, verfügen über eine anerkannte Ausbildung im Sinne von Artikel 6 Abs. 2.
- c) Die Gemeinde stellt sicher, dass die mit der Verhängung von Ordnungsbussen beauftragten Amtsträgerinnen und Amtsträger die Erkennungsanforderungen erfüllen. Die Uniform oder das Kennzeichen der Amtsträgerinnen und Amtsträger im Sinne von Artikel 6 Abs. 1 muss sich von der- bzw. demjenigen der Kantonspolizei unterscheiden.
- d) Die Gemeinde verfügt über Bussenformulare, die den Anforderungen der Bundesgesetzgebung über die Ordnungsbussen entsprechen.

² Der Staatsrat überträgt die Zuständigkeit für die Verhängung von Ordnungsbussen, die einen direkten Kontakt mit der zu büssenden Person erfordern, nur an Gemeinden mit einer Gemeindepolizei. Die Ausführungsbestimmungen können diese Bedingung auch für andere Ordnungsbussen, die keinen direkten Kontakt mit der zu büssenden Person erfordern, vorsehen.

Art. 13 Dauer der Übertragung

¹ Das Ausführungsreglement unterscheidet zwischen Ordnungsbussen, bei denen die Zuständigkeit für eine unbestimmte Dauer übertragen werden kann, und solchen, bei denen die Zuständigkeit für fünf Jahre übertragen werden kann.

² Die Zuständigkeit für die Verhängung von Ordnungsbussen, die einen direkten Kontakt mit der zu büssenden Person erfordern, kann nur für fünf Jahre übertragen werden.

Art. 14 Renouvellement et retrait de la délégation

¹ Le Conseil d'Etat renouvelle, sur requête, les délégations de compétence accordées pour une durée de cinq ans.

² Il retire la délégation de compétence lorsque la commune ne se conforme pas aux dispositions de la législation en matière d'amendes d'ordre.

Art. 15 Intervention

¹ L'amende d'ordre est perçue par les agents et agentes préposés à cette tâche par la commune.

² Les agents communaux ou les agentes communales préposés à la perception des amendes d'ordre n'interviennent que sur le territoire de la commune.

³ Ils ne sont pas habilités à effectuer des contrôles systématiques par arrêt des véhicules, ni à recourir aux mesures de contrainte prévues par l'article 54 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière et par les articles 32 à 37 de la loi du 15 novembre 1990 sur la police cantonale.

Art. 16 Surveillance

¹ La Police cantonale exerce une surveillance générale du personnel préposé à la perception des amendes d'ordre.

Art. 17 Limites

¹ La réglementation d'exécution peut limiter ces compétences à certaines infractions.

4 Compétences en cas d'échec ou d'inapplicabilité de la procédure de l'amende d'ordre

Art. 18 Procédure pénale ordinaire

¹ En cas d'échec ou d'inapplicabilité de la procédure de l'amende d'ordre, la procédure pénale ordinaire est engagée par les autorités visées aux articles 19 à 21 de la présente loi et est poursuivie conformément à la loi sur la justice, à la loi sur les communes et aux dispositions pénales applicables.

Art. 14 Erneuerung und Entzug von Kompetenzdelegationen

¹ Der Staatsrat erneuert auf Antrag die Kompetenzdelegationen, die für fünf Jahre erteilt wurden.

² Wenn sich die Gemeinde nicht an die Bestimmungen der Gesetzgebung über die Ordnungsbussen hält, entzieht er die Kompetenzdelegation.

Art. 15 Einsatz

¹ Die Ordnungsbussen werden von den Amtsträgerinnen und Amtsträgern verhängt, welche die Gemeinde mit dieser Aufgabe beauftragt hat.

² Die Amtsträgerinnen und Amtsträger, die von der Gemeinde mit der Erhebung der Ordnungsbussen beauftragt wurden, kommen nur auf dem Gebiet ihrer Gemeinde zum Einsatz.

³ Sie sind nicht ermächtigt, Fahrzeuge für systematische Kontrollen anzuhalten oder Zwangsmassnahmen nach Artikel 54 des Strassenverkehrsgesetzes vom 19. Dezember 1958 oder nach den Artikeln 32–37 des Gesetzes vom 15. November 1990 über die Kantonspolizei anzuwenden.

Art. 16 Aufsicht

¹ Die Kantonspolizei übt die allgemeine Aufsicht über das Personal aus, das mit der Verhängung von Ordnungsbussen beauftragt ist.

Art. 17 Beschränkung

¹ Die Zuständigkeit kann im Ausführungsreglement auf bestimmte Widerhandlungen beschränkt werden.

4 Zuständigkeiten bei einem Scheitern oder der Unanwendbarkeit des Ordnungsbussenverfahrens

Art. 18 Ordentliches Strafverfahren

¹ Wenn das Ordnungsbussenverfahren scheitert oder nicht anwendbar ist, leiten die Behörden nach Artikel 19–21 dieses Gesetzes das ordentliche Strafverfahren ein und führen dieses gemäss dem Justizgesetz, dem Gesetz über die Gemeinden und den anwendbaren strafrechtlichen Bestimmungen durch.

² Toute décision prise par une autorité pénale en application des lois cantonales ou de leurs dispositions d'exécution est communiquée au service cantonal compétent en la matière dès qu'elle est exécutoire.

Art. 19 Compétence du Ministère public

¹ En cas d'échec de la procédure simplifiée d'amende d'ordre, les infractions aux législations suivantes sont dénoncées au Ministère public:

- a) législation fédérale sur les étrangers et l'intégration;
- b) législation fédérale sur l'asile;
- c) législation fédérale sur la concurrence déloyale;
- d) législation fédérale sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions;
- e) législation fédérale sur l'alcool;
- f) législation fédérale sur la navigation intérieure;
- g) législation fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes;
- h) législation fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels;
- i) législation fédérale sur la protection contre le tabagisme passif;
- j) législation fédérale sur le commerce itinérant.

² Tant pour les amendes d'ordre de droit fédéral que les amendes d'ordre de droit cantonal, les infractions sont dénoncées auprès du Ministère public dans les cas d'inapplicabilité visés par l'article 4 al. 3 let. a, b et d LAO ou quand l'auteur-e de l'infraction est inconnu-e.

³ Lorsque plusieurs amendes d'ordre relèvent de législations différentes et que plusieurs autorités sont compétentes pour connaître la dénonciation, les infractions sont toutes dénoncées au Ministère public.

Art. 20 Compétence du Préfet

¹ En cas d'échec de la procédure simplifiée d'amende d'ordre, les infractions aux législations suivantes sont dénoncées au préfet:

- a) législation fédérale et cantonale sur la protection de la nature et du paysage;

² Wenn eine Strafbehörde in Anwendung der kantonalen Gesetzgebungen oder deren Ausführungsreglementen einen Entscheid trifft, wird dieser dem zuständigen kantonalen Amt mitgeteilt, sobald er rechtskräftig ist.

Art. 19 Zuständigkeit der Staatsanwaltschaft

¹ Bei einem Scheitern des vereinfachten Ordnungsbussenverfahrens werden Verstösse gegen die folgenden Gesetzgebungen bei der Staatsanwaltschaft angezeigt:

- a) eidgenössische Gesetzgebung über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration;
- b) eidgenössische Asylgesetzgebung;
- c) eidgenössische Gesetzgebung über den unlauteren Wettbewerb;
- d) eidgenössische Gesetzgebung über Waffen, Waffenzubehör und Munition;
- e) eidgenössische Gesetzgebung über die gebrannten Wasser;
- f) eidgenössische Gesetzgebung über die Binnenschifffahrt;
- g) eidgenössische Gesetzgebung über die Betäubungsmittel und die psychotropen Stoffe;
- h) eidgenössische Gesetzgebung über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände;
- i) eidgenössische Gesetzgebung über den Schutz vor Passivrauchen;
- j) eidgenössische Gesetzgebung über das Gewerbe der Reisenden.

² Sowohl bei bundesrechtlichen Ordnungsbussen wie auch bei kantonsrechtlichen Ordnungsbussen werden Widerhandlungen in Fällen der Unanwendbarkeit nach Artikel 4 Abs. 3 Bst. a, b und d OBG oder, wenn die widerhandelnde Person unbekannt ist, bei der Staatsanwaltschaft angezeigt.

³ Werden mehrere Ordnungsbussen auf der Grundlage verschiedener Gesetzgebungen verhängt und sind mehrere Behörden für den Entscheid über die Anzeige zuständig, so werden alle Widerhandlungen bei der Staatsanwaltschaft angezeigt.

Art. 20 Zuständigkeit der Oberamtsperson

¹ Bei einem Scheitern des vereinfachten Ordnungsbussenverfahrens werden Verstösse gegen die folgenden Gesetzgebungen bei der Oberamtsperson angezeigt:

- a) eidgenössische und kantonale Gesetzgebung über den Natur- und Landschaftsschutz;

- b) législation fédérale sur la circulation routière;
- c) législation fédérale sur la redevance pour l'utilisation des routes nationales;
- d) législation fédérale sur la protection de l'environnement;
- e) législation fédérale et cantonale sur les forêts;
- f) législation fédérale et cantonale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages;
- g) législation fédérale et cantonale sur la pêche;
- h) législation cantonale sur la gestion des déchets;
- i) législation cantonale sur la détention des chiens.

Art. 21 Compétence du conseil communal et procédure

¹ En cas d'échec de la procédure simplifiée d'amende d'ordre, les infractions pouvant être sanctionnées d'une amende d'ordre par la commune disposant d'une délégation du Conseil d'Etat au sens des articles 11 et suivants de la présente loi sont dénoncées au conseil communal.

² Le conseil communal prononce l'amende en la forme de l'ordonnance pénale conformément à la procédure applicable aux autres sanctions communales.

5 Produit de l'amende d'ordre

Art. 22 Produit de l'amende d'ordre

¹ Le produit des amendes d'ordre que les communes encaissent leur est acquis.

6 Dispositions transitoires

Art. 23 Compétences

¹ Les procédures pénales ordinaires pendantes devant une autorité qui n'est plus compétente selon le nouveau droit, se terminent selon l'ancien droit.

Art. 24 Délégations octroyées aux communes

¹ Les communes doivent requérir une nouvelle délégation de compétence d'infliger des amendes d'ordre dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

- b) eidgenössische Gesetzgebung über den Strassenverkehr;
- c) eidgenössische Gesetzgebung über die Abgabe für die Benützung von Nationalstrassen;
- d) eidgenössische Gesetzgebung über den Umweltschutz;
- e) eidgenössische und kantonale Gesetzgebung über den Wald;
- f) eidgenössische und kantonale Gesetzgebung über die Jagd und den Schutz wild lebender Säugetiere und Vögel;
- g) eidgenössische und kantonale Gesetzgebung über die Fischerei;
- h) kantonale Gesetzgebung über die Abfallbewirtschaftung;
- i) kantonale Gesetzgebung über die Hundehaltung.

Art. 21 Zuständigkeit des Gemeinderats und Verfahren

¹ Verstösse, die mit einer Ordnungsbusse geahndet werden können, für welche die Gemeinde über eine Kompetenzdelegation des Staatsrats im Sinne der Artikel 11 ff. dieses Gesetzes verfügt, werden bei einem Scheitern des vereinfachten Ordnungsbussenverfahrens beim Gemeinderat angezeigt.

² Der Gemeinderat spricht die Ordnungsbusse durch Strafbefehl gemäss dem Verfahren für die übrigen Sanktionen der Gemeinde aus.

5 Ertrag der Ordnungsbussen

Art. 22 Ertrag der Ordnungsbussen

¹ Der Ertrag der Ordnungsbussen, die von den Gemeinden eingezogen werden, verbleibt den Gemeinden.

6 Übergangsbestimmungen

Art. 23 Zuständigkeiten

¹ Die ordentlichen Strafverfahren, die vor einer Behörde hängig sind, die gemäss neuem Recht nicht mehr dafür zuständig ist, werden nach altem Recht abgeschlossen.

Art. 24 An Gemeinden erteilte Kompetenzdelegationen

¹ Die Gemeinden müssen die Übertragung der Zuständigkeit für die Verhängung von Ordnungsbussen innert sechs Monaten nach Inkrafttreten dieses Gesetzes neu beantragen.

² Les communes restent au bénéfice de leur délégation de compétence d'infliger des amendes d'ordre jusqu'à l'octroi de la nouvelle délégation par le Conseil d'Etat. Durant cette période elles peuvent infliger toutes les amendes d'ordre qui leur ont été déléguées en application de l'ancien droit.

II.

1.

L'acte RSF 114.22.1 (Loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers (LALÉI), du 13.11.2007) est modifié comme il suit:

Art. 8 al. 1 (modifié)

¹ La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice. La législation cantonale et fédérale sur les amendes d'ordre demeure réservée.

2.

L'acte RSF 140.1 (Loi sur les communes (LCo), du 25.9.1980) est modifié comme il suit:

Art. 85a (nouveau)

Sanctions communales – Amendes d'ordre et autres sanctions pénales

¹ Les communes peuvent percevoir des amendes d'ordre conformément à la législation sur les amendes d'ordre de droit cantonal et de droit fédéral.

² Les autres sanctions pénales sont régies par les articles y relatifs de la présente loi et au surplus par la législation spéciale.

Art. 86 al. 1a (nouveau)

^{1a} En cas d'échec de la procédure de l'amende d'ordre pour des amendes d'ordre pouvant être infligées par la commune, le conseil communal prononce également en la forme de l'ordonnance pénale, selon les modalités prévues à l'alinéa 1, les amendes d'ordre, les peines privatives de liberté de substitution et, le cas échéant, l'exécution d'un travail d'intérêt général.

² Bis zur Erteilung der neuen Kompetenzdelegation durch den Staatsrat verfügen die Gemeinden weiter über die Zuständigkeit für die Verhängung von Ordnungsbussen, die ihnen übertragen wurde. In dieser Zeit dürfen sie alle Ordnungsbussen verhängen, für die ihnen nach altem Recht die Zuständigkeit übertragen wurde.

II.

1.

Der Erlass SGF 114.22.1 (Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration (AGAIG), vom 13.11.2007) wird wie folgt geändert:

Art. 8 Abs. 1 (geändert)

¹ Zuwiderhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt. Die Ordnungsbussengesetzgebung von Kanton und Bund bleibt vorbehalten.

2.

Der Erlass SGF 140.1 (Gesetz über die Gemeinden (GG), vom 25.9.1980) wird wie folgt geändert:

Art. 85a (neu)

Sanktionen der Gemeinden – Ordnungsbussen und andere strafrechtliche Sanktionen

¹ Die Gemeinden können Ordnungsbussen gemäss der Gesetzgebung über kantons- und bundesrechtliche Ordnungsbussen erheben.

² Die übrigen strafrechtlichen Sanktionen richten sich nach den entsprechenden Artikeln dieses Gesetzes und im Übrigen nach der Spezialgesetzgebung.

Art. 86 Abs. 1a (neu)

^{1a} Bei Ordnungsbussen, die von der Gemeinde erhoben werden können, spricht der Gemeinderat bei einem Scheitern des Ordnungsbussenverfahrens durch Strafbefehl gemäss den Einzelheiten von Absatz 1 auch Ordnungsbussen und Ersatzfreiheitsstrafen sowie gegebenenfalls die Verrichtung einer gemeinnützigen Arbeit aus.

3.

L'acte RSF 220.3 (Loi sur le Service du registre du commerce (LSRC), du 7.3.2001) est modifié comme il suit:

Art. 4 al. 2 (modifié)

² Il ou elle inflige les amendes conformément aux articles 943 CO et 2 ORC. Le recours à l'autorité de surveillance est réservé.

4.

L'acte RSF 31.1 (Loi d'application du code pénal (LACP), du 6.10.2006) est modifié comme il suit:

Art. 9 al. 2 (modifié)

² La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice. La législation cantonale et fédérale sur les amendes d'ordre demeure réservée.

Art. 10 al. 1 (modifié), al. 3 (modifié)

¹ Les dispositions des articles 103 à 109 et 79a du code pénal sont applicables par analogie aux infractions au droit cantonal. La législation cantonale et fédérale sur les amendes d'ordre demeure réservée.

³ Les règles du code pénal concernant la responsabilité de l'entreprise (art. 102 CP) s'appliquent par analogie.

5.

L'acte RSF 631.1 (Loi sur les impôts cantonaux directs (LICD), du 6.6.2000) est modifié comme il suit:

Art. 147 al. 1 (modifié)

¹ Les décisions de taxation et les amendes sont notifiées au contribuable par écrit et indiquent les voies de droit. Les autres décisions et prononcés doivent, en outre, être motivés. La notification se fait par courrier normal.

3.

Der Erlass SGF 220.3 (Gesetz über das Handelsregisteramt (HRAG), vom 7.3.2001) wird wie folgt geändert:

Art. 4 Abs. 2 (geändert)

² Sie oder er spricht die Bussen im Sinne der Artikel 943 OR und 2 HRegV aus. Die Beschwerde an die Aufsichtsbehörde bleibt vorbehalten.

4.

Der Erlass SGF 31.1 (Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch (EGStGB), vom 6.10.2006) wird wie folgt geändert:

Art. 9 Abs. 2 (geändert)

² Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt. Die Ordnungsbussengesetzgebung von Kanton und Bund bleibt vorbehalten.

Art. 10 Abs. 1 (geändert), Abs. 3 (geändert)

¹ Die Bestimmungen der Artikel 103–109 und 79a des Strafgesetzbuches finden auf die Widerhandlungen gegen das kantonale Recht sinngemäss Anwendung. Die Ordnungsbussengesetzgebung von Kanton und Bund bleibt vorbehalten.

³ Die Regeln des Strafgesetzbuchs über die Verantwortlichkeit des Unternehmens (Art. 102 StGB) gelten sinngemäss.

5.

Der Erlass SGF 631.1 (Gesetz über die direkten Kantonssteuern (DStG), vom 6.6.2000) wird wie folgt geändert:

Art. 147 Abs. 1 (geändert)

¹ Veranlagungsverfügungen und Bussen werden der steuerpflichtigen Person schriftlich eröffnet; sie enthalten eine Rechtsmittelbelehrung. Die übrigen Verfügungen und Entscheide müssen zudem eine Begründung enthalten. Die Eröffnung erfolgt mit gewöhnlicher Postzustellung.

6.

L'acte RSF 721.0.1 (Loi sur la protection de la nature et du paysage (LPNat), du 12.9.2012) est modifié comme il suit:

Art. 57 al. 4 (nouveau)

⁴ Les infractions aux dispositions de la présente loi et à celles de sa réglementation d'exécution que la législation cantonale sur les amendes d'ordre sanctionne par l'amende d'ordre demeurent réservées.

Art. 58 al. 1 (modifié)

¹ La poursuite et le jugement des infractions en matière de protection de la nature et du paysage ont lieu conformément à la loi sur la justice. La législation cantonale et fédérale sur les amendes d'ordre demeure réservée.

7.

L'acte RSF 725.3 (Loi sur la détention des chiens (LDCh), du 2.11.2006) est modifié comme il suit:

Art. 44 al. 2 (modifié)

² Les infractions aux dispositions de la présente loi et à celles de sa réglementation d'exécution que la législation cantonale sur les amendes d'ordre sanctionne par l'amende d'ordre demeurent réservées.

Art. 44a

Abrogé

Art. 44b

Abrogé

Art. 44c

Abrogé

Art. 44d

Abrogé

6.

Der Erlass SGF 721.0.1 (Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG), vom 12.9.2012) wird wie folgt geändert:

Art. 57 Abs. 4 (neu)

⁴ Verstösse gegen Bestimmungen dieses Gesetzes und seiner Ausführungsbestimmungen, die gemäss kantonaler Ordnungsbussengesetzgebung mit Ordnungsbusse bestraft werden, bleiben vorbehalten.

Art. 58 Abs. 1 (geändert)

¹ Zuwiderhandlungen im Bereich des Natur- und Landschaftsschutzes werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt. Die Ordnungsbussengesetzgebung von Kanton und Bund bleibt vorbehalten.

7.

Der Erlass SGF 725.3 (Gesetz über die Hundehaltung (HHG), vom 2.11.2006) wird wie folgt geändert:

Art. 44 Abs. 2 (geändert)

² Verstösse gegen Bestimmungen dieses Gesetzes und seiner Ausführungsbestimmungen, die gemäss kantonaler Ordnungsbussengesetzgebung mit Ordnungsbusse bestraft werden, bleiben vorbehalten.

Art. 44a

Aufgehoben

Art. 44b

Aufgehoben

Art. 44c

Aufgehoben

Art. 44d

Aufgehoben

Art. 44e al. 1 (modifié), **al. 2** (abrogé)

¹ La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice. La législation cantonale et fédérale sur les amendes d'ordre demeure réservée.

² *Abrogé*

8.

L'acte RSF 781.1 (Loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR), du 12.11.1981) est modifié comme il suit:

Art. 1 al. 1 (modifié)

¹ La présente loi régit l'application de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière (LCR) ainsi que de ses dispositions d'exécution.

Art. 17 al. 1 (modifié)

¹ La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice, sous réserve des dispositions qui suivent. La législation cantonale et fédérale sur les amendes d'ordre demeure réservée.

Intitulé de section après Art. 22

6 (abrogé)

Art. 23

Abrogé

Art. 24

Abrogé

Art. 25

Abrogé

Art. 26

Abrogé

Art. 44e Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (aufgehoben)

¹ Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt. Die Ordnungsbussengesetzgebung von Kanton und Bund bleibt vorbehalten.

² *Aufgehoben*

8.

Der Erlass SGF 781.1 (Gesetz zur Ausführung der Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr (AGSVG), vom 12.11.1981) wird wie folgt geändert:

Art. 1 Abs. 1 (geändert)

¹ Dieses Gesetz regelt die Anwendung des Bundesgesetzes vom 19. Dezember 1958 über den Strassenverkehr (SVG) und seine Ausführungsvorschriften.

Art. 17 Abs. 1 (geändert)

¹ Zuwiderhandlungen werden unter Vorbehalt der nachfolgenden Bestimmungen nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt. Die Ordnungsbussengesetzgebung von Kanton und Bund bleibt vorbehalten.

Abschnittsüberschrift nach Art. 22

6 (aufgehoben)

Art. 23

Aufgehoben

Art. 24

Aufgehoben

Art. 25

Aufgehoben

Art. 26

Aufgehoben

9.

L'acte RSF 785.1 (Loi d'application de la législation fédérale sur la navigation intérieure (LALNI), du 7.2.1991) est modifié comme il suit:

Art. 15 al. 1 (modifié)

¹ La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice. La législation cantonale et fédérale sur les amendes d'ordre demeure réservée.

10.

L'acte RSF 810.2 (Loi sur la gestion des déchets (LGD), du 13.11.1996) est modifié comme il suit:

Art. 12 al. 3 (nouveau)

³ Les petites quantités de déchets tels que des emballages – y compris les bouteilles, les canettes et les sachets en plastique –, des restes de repas, des chewing-gums, des papiers ou des mégots de cigarettes ne doivent pas être jetés ou abandonnés dans des espaces publics ou à leurs abords, hors des installations mises à disposition et destinées à leur élimination.

Art. 36 al. 1 (modifié), **al. 3a** (nouveau), **al. 3b** (nouveau), **al. 4** (modifié), **al. 5** (modifié)

¹ Sera puni de l'amende celui qui:

... (énumération inchangée)

^{3a} Les communes peuvent prévoir des dérogations à l'alinéa 1 let. a en soumettant les manifestations sujettes à autorisation à l'obligation de fournir un concept de gestion de déchets.

^{3b} Les infractions aux dispositions de la présente loi et à celles de sa réglementation d'exécution que la législation cantonale sur les amendes d'ordre sanctionne par l'amende d'ordre demeurent réservées.

⁴ La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice. La législation cantonale et fédérale sur les amendes d'ordre demeure réservée.

⁵ Les dispositions pénales fédérales ainsi que les dispositions en matière d'abandon de déchets contenues dans la législation spéciale demeurent réservées.

9.

Der Erlass SGF 785.1 (Ausführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über die Binnenschifffahrt (AGBSG), vom 7.2.1991) wird wie folgt geändert:

Art. 15 Abs. 1 (geändert)

¹ Zuwiderhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt. Die Ordnungsbussengesetzgebung von Kanton und Bund bleibt vorbehalten.

10.

Der Erlass SGF 810.2 (Gesetz über die Abfallbewirtschaftung (ABG), vom 13.11.1996) wird wie folgt geändert:

Art. 12 Abs. 3 (neu)

³ Kleine Mengen von Abfällen wie Verpackungen – einschliesslich Flaschen, Getränkedosen und Plastiksäcke –, Speisereste, Kaugummis, Papier oder Zigarettenstummel dürfen im öffentlichen Raum oder in dessen Nähe nicht weggeworfen oder liegengelassen werden, statt dass diese in den hierfür bereitgestellten und dafür bestimmten Installationen und Anlagen entsorgt werden.

Art. 36 Abs. 1 (geändert), **Abs. 3a** (neu), **Abs. 3b** (neu), **Abs. 4** (geändert), **Abs. 5** (geändert)

¹ Mit Busse wird bestraft, wer:

... (Aufzählung unverändert)

^{3a} Die Gemeinden können Abweichungen von Absatz 1 Bst. a für bewilligungspflichtige Veranstaltungen vorsehen, sofern sie die Veranstalter verpflichten, ein Abfallbewirtschaftungskonzept einzureichen.

^{3b} Verstösse gegen Bestimmungen dieses Gesetzes und seiner Ausführungsbestimmungen, die gemäss kantonaler Ordnungsbussengesetzgebung mit Ordnungsbussen bestraft werden, bleiben vorbehalten.

⁴ Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt. Die Ordnungsbussengesetzgebung von Kanton und Bund bleibt vorbehalten.

⁵ Die Strafbestimmungen des Bundes sowie die Bestimmungen der Spezialgesetzgebung über das Littering bleiben vorbehalten.

Art. 36a

Abrogé

Art. 36b

Abrogé

Art. 36c

Abrogé

Art. 36d

Abrogé

Art. 36e

Abrogé

Art. 36f

Abrogé

Art. 36g

Abrogé

11.

L'acte RSF 921.1 (Loi sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN), du 02.03.1999) est modifié comme il suit:

Art. 77 al. 1 (*modifié*), **al. 3a** (*nouveau*), **al. 4** (*modifié*), **al. 6** (*abrogé*)

¹ Est passible d'une amende de 20 000 francs au plus et, dans les cas graves, de 50 000 francs au plus la personne qui aura enfreint:

a) (*modifié*) les dispositions des articles 26 et 58 al. 3 de la présente loi;

^{3a} Les infractions aux dispositions de la présente loi et à celles de sa réglementation d'exécution que la législation cantonale sur les amendes d'ordre sanctionne par l'amende d'ordre demeurent réservées.

Art. 36a

Aufgehoben

Art. 36b

Aufgehoben

Art. 36c

Aufgehoben

Art. 36d

Aufgehoben

Art. 36e

Aufgehoben

Art. 36f

Aufgehoben

Art. 36g

Aufgehoben

11.

Der Erlass SGF 921.1 (Gesetz über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (WSG), vom 02.03.1999) wird wie folgt geändert:

Art. 77 Abs. 1 (*geändert*), **Abs. 3a** (*neu*), **Abs. 4** (*geändert*), **Abs. 6** (*aufgehoben*)

¹ Mit einer Busse bis zu 20 000 Franken und in schweren Fällen bis zu 50 000 Franken wird bestraft, wer gegen:

a) (*geändert*) die Bestimmungen der Artikel 26 und 58 Abs. 3 dieses Gesetzes verstösst;

^{3a} Verstösse gegen Bestimmungen dieses Gesetzes und seiner Ausführungsbestimmungen, die gemäss kantonomer Ordnungsbussengesetzgebung mit Ordnungsbussen bestraft werden, bleiben vorbehalten.

⁴ La tentative et la complicité sont punissables, excepté pour les infractions que la législation cantonale sur les amendes d'ordre sanctionne par l'amende d'ordre.

⁶ *Abrogé*

Art. 77a

Abrogé

Art. 77b

Abrogé

Art. 77c

Abrogé

Art. 77d

Abrogé

Art. 78 al. 1 (*modifié*)

¹ La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice. La législation cantonale et fédérale sur les amendes d'ordre demeure réservée.

12.

L'acte RSF 922.1 (Loi sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes (LCha), du 14.11.1996) est modifié comme il suit:

Art. 54 al. 1 (*modifié*), **al. 2a** (*nouveau*), **al. 3** (*modifié*), **al. 4** (*abrogé*)

¹ Est passible d'une amende de 3000 francs au plus quiconque aura enfreint:

... (*énumération inchangée*)

^{2a} Les infractions aux dispositions de la présente loi et à celles de sa réglementation d'exécution que la législation cantonale sur les amendes d'ordre sanctionne par l'amende d'ordre demeurent réservées.

⁴ Versuch und Helfenshaft sind strafbar; ausgenommen sind Widerhandlungen, die gemäss kantonaler Ordnungsbussengesetzgebung mit Ordnungsbussen bestraft werden.

⁶ *Aufgehoben*

Art. 77a

Aufgehoben

Art. 77b

Aufgehoben

Art. 77c

Aufgehoben

Art. 77d

Aufgehoben

Art. 78 Abs. 1 (*geändert*)

¹ Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt. Die Ordnungsbussengesetzgebung von Kanton und Bund bleibt vorbehalten.

12.

Der Erlass SGF 922.1 (Gesetz über die Jagd sowie den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume (JaG), vom 14.11.1996) wird wie folgt geändert:

Art. 54 Abs. 1 (*geändert*), **Abs. 2a** (*neu*), **Abs. 3** (*geändert*), **Abs. 4** (*aufgehoben*)

¹ Mit Busse bis zu 3000 Franken wird bestraft, wer:

... (*Aufzählung unverändert*)

^{2a} Verstösse gegen Bestimmungen dieses Gesetzes und seiner Ausführungsbestimmungen, die gemäss kantonaler Ordnungsbussengesetzgebung mit Ordnungsbussen bestraft werden, bleiben vorbehalten.

³ La tentative et la complicité sont punissables, excepté pour les infractions que la législation cantonale sur les amendes d'ordre sanctionne par l'amende d'ordre.

⁴ *Abrogé*

Art. 54a

Abrogé

Art. 54b

Abrogé

Art. 54c

Abrogé

Art. 54d

Abrogé

Art. 55 al. 1 (*modifié*)

¹ La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice. La législation cantonale et fédérale sur les amendes d'ordre demeure réservée.

13.

L'acte RSF 923.1 (Loi sur la pêche (LPêche), du 15.5.1979) est modifié comme il suit:

Art. 45 al. 2 (*modifié*), **al. 3** (*nouveau*)

² Les infractions aux dispositions de la présente loi et à celles de sa réglementation d'exécution que la législation cantonale sur les amendes d'ordre sanctionne par l'amende d'ordre demeurent réservées.

³ La tentative et la complicité sont punissables, excepté pour les infractions que la législation cantonale sur les amendes d'ordre sanctionne par l'amende d'ordre.

³ Versuch und Helfenshaft sind strafbar; ausgenommen sind Widerhandlungen, die gemäss kantonaler Ordnungsbussengesetzgebung mit Ordnungsbusse bestraft werden.

⁴ *Aufgehoben*

Art. 54a

Aufgehoben

Art. 54b

Aufgehoben

Art. 54c

Aufgehoben

Art. 54d

Aufgehoben

Art. 55 Abs. 1 (*geändert*)

¹ Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt. Die Ordnungsbussengesetzgebung von Kanton und Bund bleibt vorbehalten.

13.

Der Erlass SGF 923.1 (Gesetz über die Fischerei (FischG), vom 15.5.1979) wird wie folgt geändert:

Art. 45 Abs. 2 (*geändert*), **Abs. 3** (*neu*)

² Verstösse gegen Bestimmungen dieses Gesetzes und seiner Ausführungsbestimmungen, die gemäss kantonaler Ordnungsbussengesetzgebung mit Ordnungsbusse bestraft werden, bleiben vorbehalten.

³ Versuch und Helfenshaft sind strafbar; ausgenommen sind Widerhandlungen, die gemäss kantonaler Ordnungsbussengesetzgebung mit Ordnungsbusse bestraft werden.

Art. 45a

Abrogé

Art. 45b

Abrogé

Art. 45c

Abrogé

Art. 45d

Abrogé

Art. 45e

Abrogé

Art. 49 al. 1 (*modifié*)

¹ La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice. La législation cantonale et fédérale sur les amendes d'ordre demeure réservée.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Art. 45a

Aufgehoben

Art. 45b

Aufgehoben

Art. 45c

Aufgehoben

Art. 45d

Aufgehoben

Art. 45e

Aufgehoben

Art. 49 Abs. 1 (*geändert*)

¹ Widerhandlungen werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt. Die Ordnungsbussengesetzgebung von Kanton und Bund bleibt vorbehalten.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Es tritt am 1. Januar 2022 in Kraft.